



Indice de l'intégration régionale en Afrique *édition 2019*

Union
Africaine 

 
 GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



Abréviations

APC	Analyse des principales composantes
BAD	Banque africaine de développement
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communauté économique régionale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CUA	Commission de l'Union africaine
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IIRA	Indice de l'intégration régionale en Afrique
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UA	Union Africaine
UMA	Union du Maghreb arabe
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine

Table des matières

Abréviations	2
Avant-propos	5
Remerciements	7

Section 1. Principaux résultats

Pourquoi mesurer l'intégration régionale en Afrique?	9
Pays d'Afrique	10
Les communautés économiques régionales d'Afrique	12
Principales recommandations	16

Section 2. Les forces et faiblesses du continent et de ses régions

Les dimensions et indicateurs de l'intégration régionale	20
Le système de notation	22
Scores de l'Afrique	23
Scores des communautés économiques régionales	24

Section 3. Les pays les plus intégrés et les moins intégrés d'Afrique

Intégration générale	27
● Intégration commerciale	28
● Intégration productive	29
● Intégration macroéconomique	30
● Intégration des infrastructures	31
● La libre circulation des personnes	32

Section 4. Scores des pays

FIGURES

Scores généraux des pays membres des communautés économiques régionales

Figure 1. Scores de la SADC	12
Figure 2. Scores de la CEDEAO	12
Figure 3. Scores de la CEEAC	13
Figure 4. Scores de l'IGAD	13
Figure 5. Scores de la CAE	13
Figure 6. Scores de la CEN-SAD	14
Figure 7. Scores du COMESA	14
Figure 8. Scores de l'UMA	14
Figure 9. Communautés économiques régionales de l'Afrique	15
Figure 10. Dimensions et indicateurs de l'intégration régionale	20

Scores pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

Figure 11. Scores de l'Afrique	23
Figure 12. Scores de la SADC	24
Figure 13. Scores de la CEDEAO	24
Figure 14. Scores de la CEEAC	24
Figure 15. Scores de l'IGAD	24
Figure 16. Scores de la CAE	25
Figure 17. Scores de la CEN-SAD	25
Figure 18. Scores du COMESA	25
Figure 19. Scores de l'UMA	25

Scores et classements des pays pour l'intégration régionale en général

Figure 20. Intégration régionale en général	27
Figure 21. Intégration commerciale	28
Figure 22. Intégration productive	29
Figure 23. Intégration macroéconomique	30
Figure 24. Intégration des infrastructures	31
Figure 25. La libre circulation des personnes	32

TABLEAUX

Scores et classements pour chacune des dimensions de l'intégration régionale

Tableau 1. Tous les pays	34
Tableau 2. SADC	36
Tableau 3. CEDEAO	36
Tableau 4. CEEAC	38
Tableau 5. IGAD	38
Tableau 6. CEA	38
Tableau 7. CEN-SAD	40
Tableau 8. COMESA	42
Tableau 9. UMA	42

CARTES

Carte 1. Pays africains les plus et les moins intégrés	11
Carte 2. Pays africains à forte performance dans les cinq dimensions de l'intégration régionale	26

Les cinq pays les plus performants dans chacune des dimensions de l'intégration régionale

Carte 3. Intégration commerciale	28
Carte 4. Intégration productive	29
Carte 5. Intégration macroéconomique	30
Carte 6. Intégration des infrastructures	31
Carte 7. Libre circulation des personnes	32

*« La mise en œuvre de la ZLECAf
est l'occasion de faire des pas de géants.
L'intégration régionale est le ciment
qui nous permettra d'accomplir de grandes choses. »*



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Avant-propos



Moussa Faki Mahamat
Président de la Commission
de l'Union africaine



Dr. Akinwumi A. Adesina
Président du Groupe
de la Banque africaine
de développement



Vera Songwe
Sous-secrétaire générale
de l'ONU et Secrétaire
exécutive de la Commission
économique pour l'Afrique
des Nations Unies

La Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies et la Banque africaine de développement sont fières de présenter la deuxième édition de l'Indice de l'intégration régionale en Afrique. Le moment ne pourrait mieux tomber avec la ratification récente, par plus d'une cinquantaine de pays africains, de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La ZLECAf constitue la plus grande zone de libre-échange au monde, avec un PIB combiné de plus de 3,3 trillions de \$ US et une population de plus de 1,2 milliard. À elle seule, la suppression des barrières tarifaires stimulera la croissance commerciale d'au moins 53 %, tandis que l'élimination des barrières non tarifaires pourrait multiplier par deux le commerce intra-africain.

On estime qu'en Afrique, la croissance économique sera de plus de 4 % en 2019-2020, soit une augmentation par rapport aux 3,5 % enregistrés en 2018. Stimulés par la ZLECAf, plus de 40 % des pays africains prévoient une croissance d'au moins 5 % cette année, alors que le prix des produits de base est à la hausse et que la demande intérieure, de même que les investissements dans l'infrastructure, favorisent la croissance.

Ces chiffres montrent l'importance de l'intégration régionale et de l'Indice de l'intégration régionale en Afrique. Car si on veut atteindre ou dépasser les objectifs de croissance, il faudra assurer une meilleure intégration. En effet, l'intégration régionale est indispensable pour favoriser la connectivité, les flux d'investissement et la création de valeur. La connectivité est le nerf de l'économie du XXI^e siècle, qu'il soit question de relier les pays enclavés à des ports maritimes ou qu'il s'agisse de portails pour les TIC dans les foyers et les entreprises à travers le continent. L'Afrique doit suivre ces tendances et montrer la voie, le cas échéant.

Pour notre continent, cela signifie non seulement la circulation des personnes, des biens et des services au sein des pays membres, mais aussi la transmission des données qui permettent la circulation de l'information et des outils nécessaires pour une plus forte valeur ajoutée. L'industrialisation et la valeur ajoutée sont deux composantes essentielles à la création de la richesse.

Afin d'atteindre un libre-échange harmonieux, les pays Africains doivent adhérer au Protocole sur la libre circulation des personnes, lequel permet aux négociants et aux investisseurs de mener leurs activités au-delà des frontières nationales. Il faut accroître le commerce au sein de l'Afrique même. Et puisque les échanges commerciaux sont tributaires de l'information, il faut prendre les mesures nécessaires pour relier les particuliers et les entreprises aux plateformes de données et d'informations qui facilitent le commerce, l'investissement et la promotion du développement et du bien-être économiques sur le continent.

Il y aurait beaucoup à dire sur les investissements considérables réalisés actuellement en Afrique en prévision de la croissance économique à venir. Partout sur le continent, on observe des investissements dans la production, le transport et la distribution d'énergie électrique, ainsi que dans l'amélioration de l'accès à l'électricité pour les entreprises et les ménages. Les routes, les ponts, les réseaux ferroviaires de même que de nouveaux aéroports favoriseront la circulation des biens, le trafic commercial et le flux de voyageurs. Certains ports sont en cours de modernisation afin d'accroître le transport maritime. Ces projets sont tous entrepris de façon durable, tout en favorisant un environnement plus sain et en renforçant la gestion des bassins versants.

Ces investissements n'ont pas lieu de façon isolée; ils viennent compléter les mesures d'amélioration commerciale afin de stimuler la croissance du secteur privé, tout en renforçant les flux commerciaux entre les pays. Pour ceux qui détiennent les capitaux, ce sont là des signaux clairs des possibilités d'investissements fructueux qui découlent de l'accroissement de l'activité économique. De solides investissements dans l'infrastructure, accompagnés de retombées économiques contractuelles explicites, peuvent stimuler le commerce, les investissements et les efforts d'intégration qui visent une croissance durable.

À cet égard, on observe l'émergence de banques plus solides, un regain d'intérêt de la part des bailleurs de fonds ainsi qu'une croissance du financement commercial. Cela témoigne des possibilités qu'on peut mettre à profit pour l'Afrique, aujourd'hui et à l'avenir.

Cependant ce n'est pas qu'une question d'argent, puisqu'en bout de ligne l'investissement touche au développement et à l'amélioration de la qualité de vie pour tous les Africains et toutes les Africaines. Ainsi, tout en continuant d'appuyer les initiatives socioéconomiques sur le continent, nous réitérons que l'intégration régionale est un élément essentiel au développement durable et inclusif. Si nous demeurons fragmentés et ralentis par les barrières tarifaires, alors nous ne faisons qu'entretenir les obstacles qui appauvrissent nos populations et pénalisent l'Afrique dans le contexte concurrentiel des marchés mondiaux.

Alors, comment se présente la situation en Afrique? L'Indice de l'intégration régionale en Afrique donne un aperçu des progrès réalisés par les États membres. Certains pays vont de l'avant et affichent des résultats positifs, notamment sur la question du commerce et de l'harmonisation des politiques macroéconomiques. Mais d'autres pays stagnent et, par conséquent, ratent les occasions qu'offre l'intégration régionale.

L'indice tient compte de ces dimensions, c'est-à-dire l'intégration commerciale, l'intégration productive, l'intégration macroéconomique, l'intégration des infrastructures ainsi que la libre circulation des personnes. L'indice montre que l'intégration commerciale et l'intégration macroéconomique progressent de façon raisonnable sur le continent, mais qu'il faut renforcer la connectivité des infrastructures, la capacité de production de même que la libre circulation des personnes aux frontières.

En 2019, l'Indice de l'intégration régionale en Afrique montre que le niveau d'intégration générale du continent demeure bas, avec un score moyen de 0,327. L'intégration est notamment faible pour les dimensions productive et infrastructurelle, lesquelles sont à la base du fonctionnement des autres dimensions de l'intégration régionale. L'indice permet de voir que la performance est bonne dans 20 pays africains, alors qu'elle est faible dans le cas de 25 autres pays.

Cet indice présente en outre des propositions de politiques qui permettent de s'attaquer aux points faibles, tout en misant sur les progrès réalisés à ce jour sur le continent. Nous appuyons ces recommandations et initiatives stratégiques au sein de nos pays membres et des communautés économiques régionales. La mise en œuvre de la ZLECAf permettra certainement d'effectuer des pas de géants. Pour sa part, l'intégration régionale constitue le ciment qui permettra de réaliser ces choses.



Moussa Faki Mahamat
Président de la Commission
de l'Union africaine



Dr. Akinwumi A. Adesina
Président du Groupe de la Banque
africaine de développement



Vera Songwe
Sous-secrétaire générale
de l'ONU et Secrétaire exécutive
de la Commission économique
pour l'Afrique des Nations Unies

Remerciements

La deuxième édition de l'Indice de l'intégration régionale en Afrique (IIRA) est une publication conjointe de la Commission de l'Union africaine (CUA), de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA).

Le rapport a été établi sous la direction générale des équipes de la CEA, de la BAD et de la CUA. L'équipe de la CEA était composée de M. Stephen Karingi, directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce (RITD); de David Luke, coordonnateur du Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC); et de Laura Paez, chef, Section institutions du marché (MIS). L'équipe de la BAD était dirigée par Moono Mupotola, directeur du Bureau de coordination de l'intégration régionale. L'équipe de la CUA avait à sa tête Jean-Denis Gabikini, directeur par intérim, Département des affaires économiques.

L'équipe technique de base de la CEA était composée de Wafa Aidi, chargé des affaires économiques (MIS); de Komi Tsowou, adjoint au chargé des affaires économiques (CAPC); et de Xuan Che, statisticien adjoint, Centre africain pour la statistique (ACS). L'équipe technique de base a bénéficié de l'assistance de Solomon Melka, consultant (RITD); de Shamnaaz B. Sufrauj, consultant international (RITD); de Sarah Demebele, stagiaire (ACS); et de Ify Ogo, membre (CAPC). Nos remerciements les plus sincères vont à tous les collègues de RITD pour leurs précieuses contributions à la conceptualisation du rapport IIRA 2019, notamment à Joseph Baricako (MIS), Martin Kohout (MIS), Medhat Elhelepi (RITD), Simon Mevel (CAPC), Souleymane Abdallah (CAPC) et William Davis (Section intégration régionale - RIS). Les auteurs remercient également les collègues de la CEA basés au siège et les bureaux sous-régionaux qui ont apporté leur appui à l'élaboration de la Note conceptuelle de l'IIRA et au processus de collecte de données. Ils tiennent en outre à saluer tout particulièrement David Luke et Simon Mevel pour leurs revues approfondies de l'avant-projet du rapport et de sa méthodologie. Nous remercions aussi Edem Kludza, Khoghali Ali, Negussie Gorfe et Ali Yedan de l'équipe de l'ACS pour la pertinence de leurs observations et suggestions.

Au sein de la BAD, l'équipe technique était composée de Jean-Guy Afrika, spécialiste chargé de la politique commerciale, Zodwa Florence Mabuza, chargée principale de l'intégration régionale et Marie Anitha Jaotody, consultante internationale. Nous tenons à remercier particulièrement les coordonnateurs de l'intégration régionale à la BAD : Patrick Kanyimbo, Bureau régional pour l'Afrique de l'Est (RGDE), Gabriel Mougani, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (RDGW), Youssouf Kone, Bureau régional pour l'Afrique centrale (RDGC), Rafika Amira, Bureau régional pour l'Afrique du Nord (RDGN) et Rosemary Bokang Mokati-Sonkutu, Bureau régional pour l'Afrique australe (RDGS). Enfin, la BAD exprime sa gratitude à M. Adrien Akanni Honvo, consultant, qui a passé en revue les données statistiques et fait des recommandations pertinentes.

Au niveau de la CUA, l'équipe technique comprenait Manasseh Ntaganda, économiste supérieur, Myranda Lutempo, chargée des politiques, et Nzingoula Gildas Crepin, statisticien.

Les auteurs tiennent à saluer l'Association des compagnies aériennes africaines pour son appui inestimable, notamment Abdérahmane Berthe et Maureen Kahonge. Ils remercient en outre, pour leurs contributions, les participants à plusieurs événements de haut niveau organisés dans le cadre de l'IIRA 2019, notamment la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (Marrakech, mars 2019), la réunion du Groupe d'experts sur la validation de la version avancée de l'IIRA 2019 (Addis-Abeba, janvier 2019), l'Examen global (Genève, juillet 2017) et la Semaine commerciale africaine (Addis-Abeba, novembre 2016). Les auteurs saluent également, pour les observations, les participants à l'atelier de formation des formateurs organisé autour du thème « L'Indice d'intégration régionale en Afrique : son utilisation pour l'élaboration et l'analyse de politiques » (Dakar, juillet 2019).

Les auteurs remercient Shamnaaz B. Sufrauj qui a analysé les données et les statistiques, obtenu les contributions de l'équipe technique et rédigé le rapport qui sous-tend cette publication. Ils tiennent également à remercier Jennifer Petrela, consultante, pour la rédaction et l'édition de la présente publication, ainsi que Peggy King Cointepas, consultante, pour la conception et les graphiques.

Section 1. Principaux résultats



Pourquoi mesurer l'intégration régionale en Afrique ?

L'Indice de l'intégration régionale en Afrique (IIRA) 2019 évalue l'état de l'intégration régionale et les efforts déployés par les pays qui sont membres des huit communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'Union africaine. Il compare chaque pays aux autres pays de la communauté économique régionale concernée, puis à l'ensemble des pays africains.

Pourquoi certains pays et CER sont-ils plus intégrés que d'autres ? La proximité géographique l'explique en partie. Les faits montrent que les pays qui sont dotés de frontières communes renforcent généralement leurs échanges de biens et de services et, souvent, réduisent ainsi leurs coûts de transactions. Toutefois, les liens historiques, les avantages comparatifs, les politiques régionales et la topographie y contribuent aussi d'une certaine manière. En mesurant l'intégration dans chaque pays et chaque communauté économique régionale au travers de cinq dimensions, l'IIRA met en exergue les domaines dans lesquels les politiques du pays ou de la communauté concernée fonctionnent le plus efficacement. Il identifie également les domaines dans lesquels des améliorations s'imposent. Les décideurs et autres acteurs peuvent se fonder sur ces informations cruciales pour améliorer l'affectation des ressources et l'application des décisions.

L'IIRA révèle également les pays les plus performants et ceux qui le sont le moins. Cela présente plusieurs avantages. Le fait de pointer les plus performants ou d'identifier ceux qui ont progressé dans un domaine donné de l'intégration régionale peut mettre en lumière les facteurs de succès. Cela constitue la première étape vers une reproduction de ces facteurs ou leur adaptation à un environnement différent. De même, l'identification des pires performances ou des pays et régions qui ont régressé peut révéler les raisons pour lesquelles un pays ou une région progresse moins bien et donner une idée des domaines dans lesquels les efforts porteront le plus de fruits. Cela aide les États membres, voire les CER, à déterminer leurs avantages comparatifs et à reproduire les meilleures pratiques des pairs.

Les experts conviennent que l'intégration régionale élargit les marchés et les échanges, améliore la coopération, atténue les risques et promeut la coopération socio-culturelle et la stabilité régionale. Il est également démontré que l'intégration régionale optimise les avantages de la globalisation tout en contrant ses effets négatifs, et qu'elle stimule le développement dans les pays les moins développés en améliorant la capacité productive et en encourageant l'investissement dans les éléments d'infrastructure qui sont dotés du plus grand potentiel économique.

L'intégration régionale présente des perspectives formidables pour l'Afrique. Le rôle de l'IIRA est de fournir les données de référence et de suivi dont les décideurs ont besoin pour tenir cette promesse.

Changements enregistrés depuis l'édition de 2016

L'IIRA 2019 est la deuxième édition de l'Indice d'intégration régionale en Afrique. Il utilise les données les plus récentes et les plus fiables, s'appuie sur l'IIRA 2016 et remédie à certaines de ses insuffisances.

Le changement le plus marquant est que l'IIRA 2019 classe les pays africains, non seulement au sein de leur communauté économique régionale, mais aussi au sein de l'Afrique. Cette approche qui ouvre la voie au panafricanisme, permet à l'IIRA de prendre en compte des variables continentales telles que le rythme de ratification des instruments portant la création de la Zone de libre-échange africaine continentale (ZLECAf) par les pays.

DIFFÉRENCES TECHNIQUES ENTRE L'IIRA 2016 ET L'IIRA 2019

Indicateurs. Bien que le nombre de dimensions et d'indicateurs demeure le même (5 et 16, respectivement), certains des indicateurs utilisés en 2016 ont été supprimés, et d'autres ont été ajoutés :

■ L'indicateur **ZLECAf** a été ajouté à la dimension commerce, et l'indicateur du **nombre de traités bilatéraux d'investissement en vigueur** a été ajouté à la dimension intégration macroéconomique.

■ Après une analyse de sensibilité solide, l'indicateur de l'**importation nette d'électricité** (qui a été recalculé en tant que commerce net d'électricité) a été supprimé, car il réduisait la cohérence statistique de la dimension infrastructure. De plus, l'électricité figure parmi les indicateurs de l'indice de développement des infrastructures de la BAD.

■ Du fait d'un manque de fiabilité et d'exhaustivité des données, l'indicateur du **coût moyen d'itinérance** a également été supprimé dans la dimension infrastructure.

Pondérations. Tandis que dans l'IIRA 2016, les indicateurs et les dimensions sont assortis de la même pondération, l'IIRA 2019 leur affecte des pondérations différentes. L'IIRA calcule les pondérations en utilisant l'analyse des principales composantes (APC), qui calcule les pondérations au moyen de la structure des données. L'APC est largement utilisée dans l'établissement des indices composites en raison de son affectation objective des pondérations.

Pour des informations détaillées, consulter la note méthodologique qui accompagne le présent rapport : www.integrate-africa.org/fr.

Pays d'Afrique

Avec un score moyen de 0,327 pour l'intégration régionale, le niveau général d'intégration des pays africains est visiblement faible. Au regard de la note élevée de 0,625 (sur un maximum de 1) obtenue par l'Afrique du Sud, l'on peut s'imaginer que tous les pays d'Afrique sont susceptibles de s'intégrer plus profondément.

Performance par dimension. Les pays africains sont les moins performants en termes d'intégration productive et des infrastructures. Il en est de même des CER d'Afrique. Des mesures correctives urgentes s'imposent d'autant plus que ces deux dimensions de l'intégration sont le socle qui sous-tend le bon fonctionnement des autres dimensions.

La dimension commerce affiche un score plus élevé que ceux obtenus en matière d'intégration productive et des infrastructures, mais ce score se limitant à 0,383 sur 1, le potentiel de croissance dans le domaine demeure manifestement élevé. La mise en œuvre de la ZLECAF offre de belles perspectives à cet égard. La phase opérationnelle de la ZLECAF a été lancée en juillet 2019 et les questions en instance, telles que les règles d'origine et les échanges d'offres tarifaires sont en cours de négociation. Une fois ces questions résolues, le commerce intra-africain devrait s'intensifier, ce qui favorisera l'intégration au niveau continental. L'intensification des échanges commerciaux touchera d'autres dimensions, induisant une accélération du développement des capacités productives et des infrastructures pour faire face à la demande croissante.

La performance du continent en matière d'intégration macroéconomique et de libre circulation des personnes est en moyenne modérée.

En ce qui concerne la politique macroéconomique, les disparités tiennent essentiellement au taux élevé de l'inflation dans certains des pays à faible performance. La priorité accordée à la convergence de politiques budgétaires et monétaires solides permettra au continent de jouir d'une stabilité économique. Cela favorisera l'accroissement des investissements transfrontaliers et améliorera par conséquent l'intégration macroéconomique.

S'agissant de la libre circulation des personnes, les pays les plus performants offrent des visas à l'arrivée aux ressortissants de tous les autres pays africains; ils ont également signé le Protocole sur la libre circulation des personnes (Kigali). Il n'en est pas ainsi des pays les moins performants dont les politiques compliquent la circulation des voyageurs africains : elles entravent les affaires, découragent le tourisme et empêchent l'intégration de façon générale.

Performance par pays. L'Afrique du Sud se démarque, passant pour la nation la plus intégrée du continent, loin devant le Kenya, la deuxième meilleure performance. L'Afrique du Sud est également le meilleur élève du continent en termes d'intégration productive et d'infrastructures. Elle fait partie des quatre meilleurs en matière d'intégration commerciale, avec une performance moyenne pour ce qui est de l'intégration macroéconomique. Sa force réside dans son intégration productive, domaine où elle obtient le score maximal, et son point faible, dans la libre circulation des personnes.

Le Kenya affiche une performance relativement satisfaisante pour l'intégration productive, l'intégration des infrastructures et la libre circulation des personnes, domaines pour lesquels il occupe les septième, huitième et dixième rangs, respectivement.

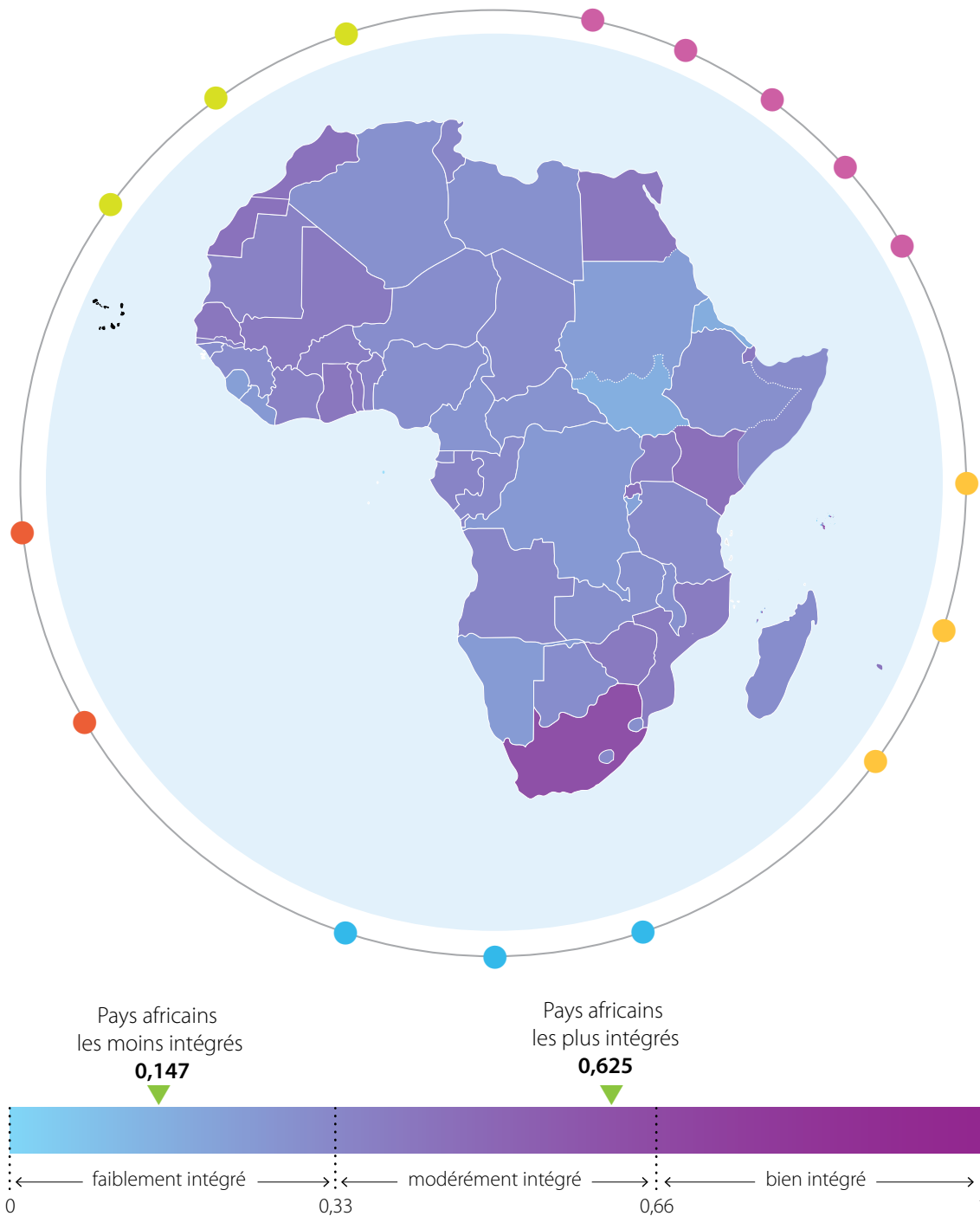
Les pays les moins intégrés d'Afrique sont le Soudan du Sud et l'Érythrée. L'Érythrée fait partie des six derniers en termes de libre circulation des personnes, d'infrastructures, d'intégration macroéconomique et commerciale. Les faiblesses du Soudan du Sud sont évidentes s'agissant de l'intégration macroéconomique et des infrastructures pour lesquels il occupe le dernier rang.

Interprétation des classements. Du fait du caractère multidimensionnel de l'IIRA, le score global de certains pays s'avère plus élevé ou plus faible que prévu. C'est le cas des Comores, de Djibouti et de la Somalie dont le classement général est satisfaisant en raison de leurs excellentes positions en matière de libre circulation des personnes. De même, bien que le Nigéria apporte une importante contribution au produit intérieur brut du continent, il a signé l'accord sur la ZLECAF, mais ne l'a pas encore ratifié, et seule une part infime de ses importations provient de la région. Pour ces raisons, le classement général du Nigéria en matière d'intégration régionale est peu reluisant bien qu'il occupe la brillante position de deuxième pays africain le plus intégré en matière d'intégration productive.

Les classements de certains pays concernant les dimensions peuvent également surprendre. C'est parfois le cas lorsqu'un pays affiche une performance formidable pour un indicateur donné. La première position qu'occupe la Libye en matière d'intégration des infrastructures, par exemple, tient principalement à sa performance remarquable dans le classement de l'Indice de développement des infrastructures de la BAD – l'un des indicateurs utilisés pour mesurer le degré d'intégration des infrastructures d'une région – où il occupe le troisième rang continental.

Les pays les plus intégrés affichent généralement des performances satisfaisantes dans au moins trois dimensions de l'intégration régionale. Ceux les moins intégrés ont souvent de faibles performances pour l'ensemble des dimensions. Vingt pays ont des performances supérieures à la moyenne et peuvent être considérés comme faisant partie des meilleurs en matière d'intégration; 25 pays sont en dessous de la moyenne et passent pour être les moins intégrés.

Carte 1. Pays africains les plus et les moins intégrés



NOTE : Les frontières et les noms indiqués, de même que les désignations inscrites sur cette carte, n'impliquent aucunement l'approbation ou l'acceptation officielle des Nations Unies.

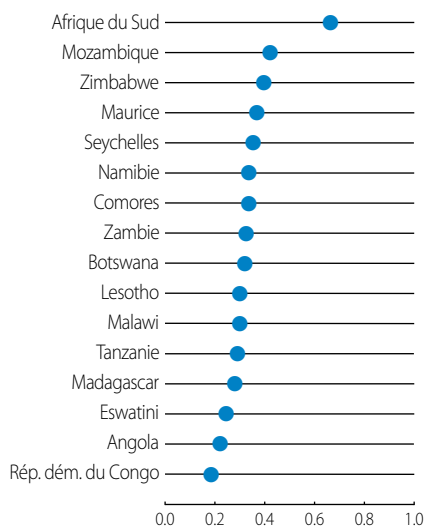
La frontière définitive entre la République du Soudan et le Soudan du Sud n'est pas encore déterminée.

Les communautés économiques régionales d'Afrique

SADC

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) affiche un score assez faible (0,337), 9 de ses 16 membres ayant une performance considérée comme moyenne au sein de cette communauté. Les meilleurs élèves de la SADC sont l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Zimbabwe; les derniers sont la République démocratique du Congo, l'Angola et l'Eswatini.

Figure 1. Scores généraux des pays membres de la SADC



Les scores de la SADC sont pour la plupart tirés vers le bas par l'insuffisance d'infrastructures régionales (score moyen de 0,214). L'Afrique du Sud obtient un score presque parfait (0,893), mais les deux performances suivantes, à savoir les Seychelles et Maurice, n'affichent qu'un score de 0,512 et 0,446, respectivement. Quant aux cinq derniers du classement (la République démocratique du Congo, l'Eswatini, le Lesotho, Madagascar et la Tanzanie), ils ont un score proche de zéro. La République démocratique du Congo et la Tanzanie ont de meilleures performances en matière d'intégration productive où elles passent dans la zone moyenne, mais avec un score moyen de 0,239, la performance de la SADC concernant cette dimension n'est pas beaucoup plus satisfaisante que celle portant sur l'intégration des infrastructures.

Le classement respectif des pays membres de la SADC semble refléter l'état actuel de l'intégration socioéconomique au sein de la communauté, ses pays les plus performants possédant des économies prospères et un niveau de vie relativement satisfaisant. La force de la SADC réside dans la libre circulation des personnes.

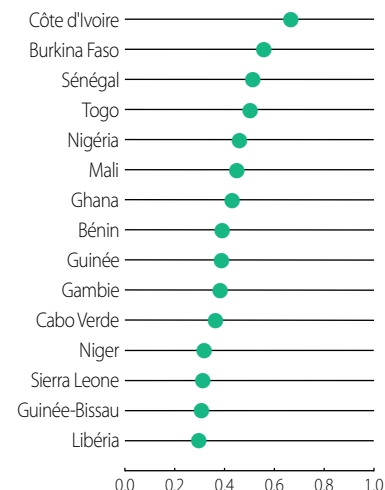
CEDEAO

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) affiche un score moyen modéré de 0,425, mais la faiblesse de son score en matière d'intégration productive donne à penser que de grandes améliorations seraient possibles si les investissements futurs sont axés sur la mise en place de capacités productives complémentaires. La Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Sénégal sont les maillons les plus forts de la CEDEAO. Le Libéria, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone en sont les plus faibles.

Les pays de la CEDEAO affichent leur meilleure performance en matière de libre circulation des personnes, témoignage d'une vision et de son accomplissement : la vision étant l'aspiration de la CEDEAO à créer une région sans frontières, et son accomplissement qui s'illustre par les politiques d'ouverture des membres de la CEDEAO en matière de visa. Cela étant, seuls trois pays – le Burkina Faso, le Mali et le Togo – ont adhéré au Protocole (de Kigali) sur la libre circulation des personnes. C'est pour cette raison que le score moyen de la communauté économique régionale ne dépasse pas 0,733.

Le score moyen de la CEDEAO est tiré vers le bas par la quasi-absence d'intégration productive pour sept des quinze pays membres de cette communauté. Le score du plus performant de ce groupe (Mali) n'est que de 0,101, tandis que le plus faible (Niger) a un score de zéro. La performance des pays les plus intégrés de la CEDEAO n'est pas suffisante pour compenser cet état de fait : le meilleur élève, la Côte d'Ivoire, affiche un score respectable de 0,718, mais son suivant, le Nigéria, n'a qu'un score de 0,540 et le troisième, le Sénégal, obtient 0,388.

Figure 2. Scores généraux des pays membres de la CEDEAO



La solution réside peut-être en partie dans l'augmentation des exportations et importations de biens intermédiaires. La performance de la Côte d'Ivoire dans ce domaine est satisfaisante, comme l'est celle du Nigéria, tandis que la Gambie et la Sierra Leone, qui affichent les pires performances en la matière, ont de très mauvais résultats.

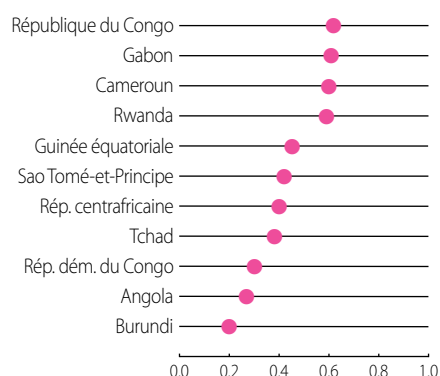
CEEAC

La République du Congo est le pays le plus performant de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), devant le Gabon et le Cameroun. Le Burundi, l'Angola et la République démocratique du Congo arrivent en dernière position. Avec un score général de 0,442, la CEEAC est modérément intégrée. Contrairement à la plupart des CER, la CEEAC excelle dans le domaine de l'intégration macroéconomique, mais à l'instar de la plupart d'entre elles, elle est peu performante en matière d'intégration productive. Les disparités entre États membres sont considérables.

Quels sont les facteurs marquants de la vigueur de la CEEAC en matière d'intégration macroéconomique? La première observation est que huit des onze pays de cette communauté affichent des scores élevés (entre 0,753 et 0,923) et que deux pays ont des scores satisfaisants (entre 0,489 et 0,600). Si l'on écartait le dernier du lot, à

savoir l'Angola (score zéro), la performance de la CEEAC pour cette dimension resterait forte. Il faut néanmoins souligner qu'aucun pays membre de cette communauté ne met actuellement en œuvre un quelconque accord bilatéral d'investissement. Pour cette raison, l'intégration macroéconomique des pays n'est évaluée que sur la base de la convertibilité régionale de leur monnaie et de leur différentiel d'inflation.

Figure 3. Scores généraux des pays membres de la CEEAC



IGAD

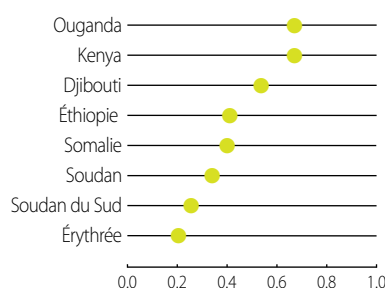
L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) regroupe huit pays qui vont de la Somalie, économiquement faible, au Kenya, une puissance continentale. Son score global en matière d'intégration régionale est de 0,438. L'IGAD obtient son meilleur score dans le domaine de la libre circulation des personnes, d'autant plus que la majorité de ses membres se sont engagés à libéraliser la circulation sur le continent. L'intégration productive est le domaine nécessitant le plus d'amélioration.

Au sein de l'IGAD, l'Ouganda et le Kenya sont les meilleures performances en matière d'intégration régionale; l'Érythrée et le Soudan du Sud sont les moins performants.

L'Ouganda est la meilleure performance de l'IGAD en matière d'intégration productive et d'intégration commerciale. Il détient le score le plus élevé dans le domaine des exportations intrarégionales de produits intermédiaires. Le pays occupe également le premier rang du classement en ce qui concerne la part de commerce régional et le deuxième rang s'agissant de la part d'exportation.

L'Éthiopie devance assez largement les autres pays en termes d'intégration macroéconomique. Sa monnaie est facilement convertible et elle est l'un des deux pays de l'IGAD – le Soudan étant le second – à mettre en œuvre un accord bilatéral d'investissement.

Figure 4. Scores généraux des pays membres de l'IGAD



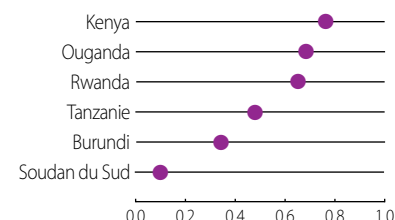
Le Kenya est la meilleure performance en matière d'intégration des infrastructures, devançant ses pairs tant dans l'Indice de développement des infrastructures de la BAD qu'en termes de connexions par voie aérienne.

S'agissant de la libre circulation des personnes, Djibouti et la Somalie sont les champions. Comme mentionné dans la présentation sur le COMESA, ces pays obtiennent un score parfait.

CAE

La meilleure performance au sein de la **Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)** est le Kenya, suivi de l'Ouganda, tandis que le Soudan du Sud et le Burundi sont les derniers. La CAE est relativement bien intégrée, avec un score global de 0,537. Elle affiche ses meilleures performances dans le domaine de la libre circulation des personnes où ses pays ont un score moyen de 0,664, talonné par la dimension intégration macroéconomique, avec un score de 0,660. Aucun État membre de la CAE n'est lié présentement par un accord bilatéral d'investissement, mais la monnaie du Rwanda, le pays le plus performant de la CAE pour cette dimension (0,991), est facilement convertible et la Tanzanie (0,833) affiche le meilleur différentiel d'inflation de la communauté.

Figure 5. Scores généraux des pays membres de la CAE



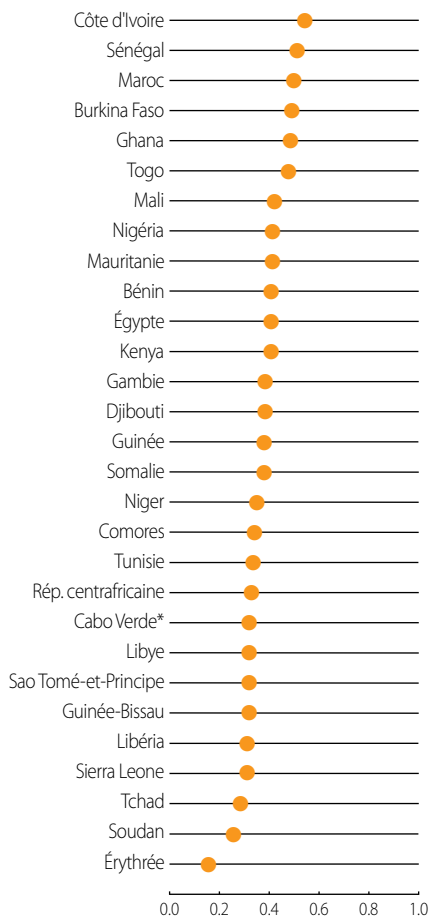
La performance des pays de la CAE est très faible en matière d'intégration productive, où leur score moyen est de 0,434. Cette moyenne est aux antipodes de la vigoureuse performance du Kenya (0,910) et de l'Ouganda (0,822), et elle s'explique parfaitement par la faiblesse des positions du Burundi (zéro quasiment) et du Soudan du Sud (0,073). Bien que le score de la communauté économique régionale en matière d'intégration commerciale ne soit pas élevé non plus (0,440), il y a lieu de souligner que la communauté a supprimé l'application de tarifs entre ses membres. Son faible score en termes d'intégration commerciale est donc imputable à l'infime part qu'est la sienne dans les exportations régionales.

CEN-SAD

L'IIRA relève que le niveau d'intégration au sein de la **Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)** est faible avec une moyenne se limitant à 0,541. À l'instar de la CEDEAO et de la SADC, la CEN-SAD affiche une faible performance en termes d'intégration productive et des infrastructures, mais celle-ci est relativement satisfaisante en matière de libre circulation des personnes.

La Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Maroc sont les pays les plus intégrés de la CEN-SAD (la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont également les meilleures performances de la CEDEAO). Les scores élevés de la Côte d'Ivoire et du Sénégal tiennent en partie à leur commerce mutuel de carburant et de lubrifiants : cette activité est prise en compte dans les scores de ces pays pour l'intégration productive, qui sont quasiment identiques (0,620 pour la Côte d'Ivoire et 0,619 pour le Sénégal), et qui dépassent de loin la performance du meilleur second de la CEN-SAD, le Libéria (0,412).

Figure 6. Scores généraux des pays membres de la CEN-SAD



Le troisième pays le plus intégré de la CEN-SAD, le Maroc, pilote ses pairs en matière d'intégration macroéconomique. Le Maroc affiche un score presque parfait pour cette dimension (0,941) et il détient le record en matière de traités d'investissement bilatéraux en vigueur.

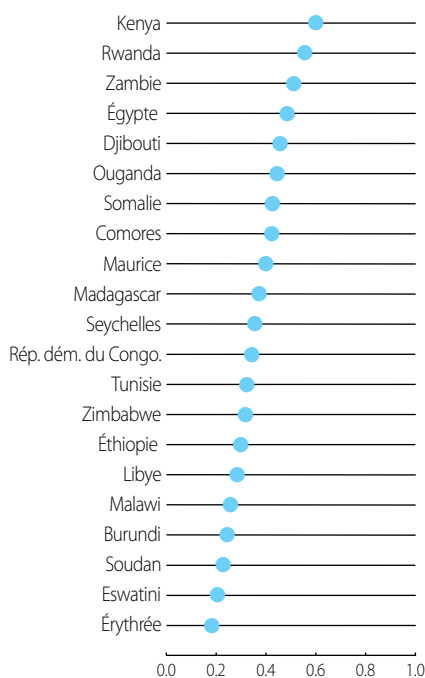
L'Érythrée, le Soudan et le Tchad sont les pays les moins intégrés de la CEN-SAD.

COMESA

Le Kenya, le Rwanda, et la Zambie sont les trois pays les plus intégrés du **Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)**, tandis que l'Érythrée, l'Eswatini et le Soudan sont les moins intégrés. Le COMESA obtient un score moyen faible de 0,367, tandis son pays membre le plus performant affiche un score de 0,596.

Le COMESA détient sa meilleure performance dans le domaine de l'intégration commerciale, mais son potentiel d'amélioration dans tous les autres domaines, notamment en matière d'intégration productive, est considérable. En fait, aucun pays membre du COMESA n'obtient un score de plus de 0,669 en matière d'intégration commerciale, productive, macroéconomique ou infrastructurelle, sauf un. La Zambie sort du lot : sa performance de 0,951 pour l'intégration commerciale reflète la part du lion qu'elle s'arroge dans les échanges commerciaux et les exportations dans la région. Le pays obtient également de bons scores en matière d'intégration productive (0,829).

Figure 7. Scores généraux des pays membres du COMESA

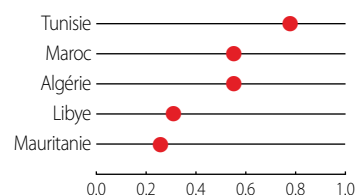


Les autres fortes performances du COMESA sont les Comores, Djibouti et la Somalie, qui obtiennent un score parfait en matière de libre circulation des personnes. Ce score les propulse, dans les classements généraux, dans la zone des performances supérieures à la moyenne. Toutefois, pour les autres dimensions de l'intégration régionale, c'est Djibouti qui, des trois, obtient le score le plus élevé, soit 0,443, et ce, en matière d'intégration commerciale.

UMA

L'Union du Maghreb arabe (UMA) est la plus petite communauté économique régionale d'Afrique en termes de nombre d'États membres, n'en comptant que cinq. De ce fait, les scores des pays qui sortent du lot ont plus d'effet sur le score moyen de la région que ce n'est le cas pour les autres communautés.

Figure 8. Scores généraux des pays membres de l'UMA

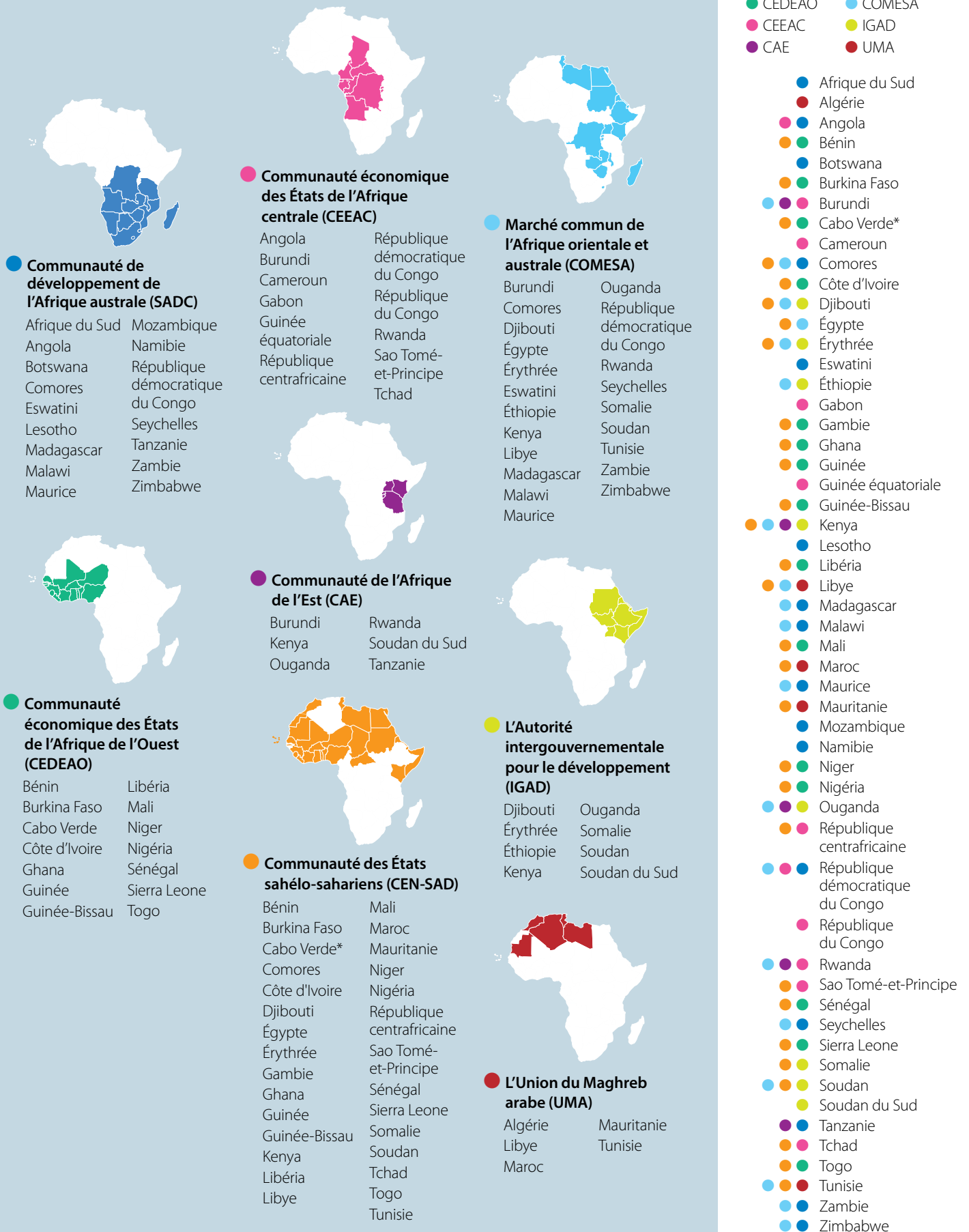


L'UMA est modérément intégrée, avec un score moyen de 0,488. Elle se démarque des autres CER en ce sens que ses plus grandes faiblesses résident dans la liberté de circulation des personnes et que son score en politiques macroéconomiques est relativement satisfaisant. S'agissant des trois autres dimensions, l'UMA affiche un score modéré en matière d'intégration commerciale (0,481) : ses membres ont vraisemblablement des relations commerciales avec des pays non africains, mais leurs exportations intrarégionales sont faibles. Le score moyen de l'UMA en matière d'intégration productive est quasi identique (0,449), mais d'un membre à un autre, les variations sont considérables, allant de quasiment zéro pour la Mauritanie à 0,796 pour la Tunisie. La Tunisie est également la meilleure performance de l'UMA dans le domaine de l'intégration infrastructurelle (0,906), avec de bonnes connexions aériennes intrarégionales et un score satisfaisant dans l'Indice de développement des infrastructures. Les trois performances suivantes de l'UMA pour cette dimension – Algérie, Maroc et Libye – ont des scores proches de 0,550. La Mauritanie a un score de zéro.

La Tunisie et le Maroc sont, dans l'ensemble, les meilleures performances de l'UMA, tandis que la Mauritanie et la Libye sont les maillons les plus faibles.

*Bien que le Cabo Verde ne soit plus membre de la CEN-SAD, son score y a été inclus afin d'être cohérent avec l'IIRA de 2016.

Figure 9. Communautés économiques régionales de l'Afrique



*Bien que le Cabo Verde ne soit plus membre de la CEN-SAD, son score y a été inclus afin d'être cohérent avec l'IIRA de 2016.

Principales recommandations

Les résultats sont incontestables : les scores de l'Afrique en matière d'intégration régionale sont faibles. Cela signifie que l'on peut faire plus, et mieux.

La préoccupation la plus urgente a trait à la **stagnation de la production** qui retarde l'intégration régionale sur tout le continent. L'on devrait y remédier en améliorant les réseaux régionaux de production et de commerce à travers l'amélioration stratégique des capacités de production, de distribution et de commercialisation des pays de manière à instaurer une complémentarité entre les capacités de chaque pays. Une meilleure coopération transfrontalière entre les acteurs publics et privés devrait fort probablement garantir le succès de cette initiative. Certains pays ont encore besoin de se faire une place dans les chaînes régionales de produits de base et de valeur; d'autres doivent affermir leurs bases afin de conserver leur position. Des solutions gagnant-gagnant peuvent être trouvées.



Chaînes de valeur. Que faut-il faire à l'avenir? Concrètement, il reste encore beaucoup à faire pour explorer les opportunités de renforcement des cadres régionaux de chaînes de valeur dans différents secteurs. De plus, l'utilisation d'une meilleure technologie, d'intrants de meilleure qualité et de techniques de commercialisation actualisées permettra de lever bien des obstacles. Maintenant que la ZLECAF est entrée dans sa phase opérationnelle, l'on s'attend à un accroissement de la production et des exportations. Toutefois, pour promouvoir



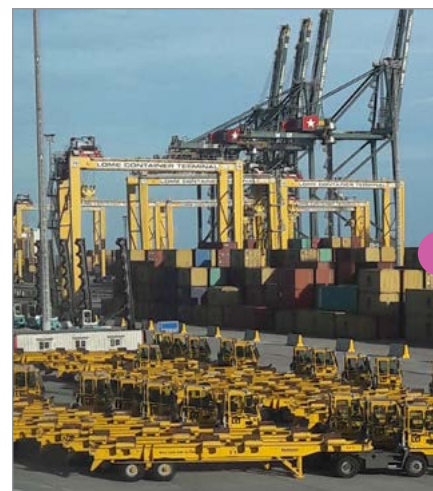
une croissance qui ne soit pas éphémère, les décisions concernant la production doivent reposer sur des bases solides et s'inscrire dans le long terme; elles doivent intégrer des techniques et technologies de pointe et être tournées vers l'avenir.

Il ne faudrait pas occulter le fait que les barrières non tarifaires constituent un défi majeur pour la mise en œuvre complète des accords régionaux de commerce et de la ZLECAF : des solutions doivent y être trouvées. Les chargés de la planification au niveau national doivent, en outre, encourager et insister sur la nécessité d'un investissement continu dans la recherche et le développement.

Les personnes. Les chaînes de valeur mondiales ne fonctionnent pas sans intervention humaine. Le continent doit puiser dans son riche vivier de travailleurs en identifiant les déficits en compétences et en élaborant des programmes transfrontaliers de renforcement des capacités. Simplement dit, la portée des avantages que les pays et les régions tireront des chaînes de valeur régionales et mondiales dépendra des compétences de leurs populations et, plus particulièrement, du degré de concordance entre les compétences des travailleurs et les technologies et compétences productives d'aujourd'hui et de demain.

De récentes études montrent que le succès de tout secteur de l'économie mondiale passe obligatoirement par des compétences cognitives telles que la lecture, l'écriture et le calcul, et la résolution des problèmes.

De telles connaissances transférables préservent les populations d'impacts sociaux négatifs parfois occasionnés par l'introduction de chaînes de valeur mondiales. La production mondiale devrait se fragmenter et se sophistication de plus en plus, d'où une nécessité accrue pour les décideurs de poursuivre le développement de compétences adaptables aux exigences d'un marché du travail en évolution.



L'infrastructure. Après que les décideurs auront levé les obstacles à la dimension productive de l'intégration régionale, il leur faudra, en second lieu, remédier au déficit d'infrastructures sur le continent.

Si rien n'est fait pour combler les besoins en infrastructures de l'Afrique, l'intégration économique et sociale régionale en pâtira lourdement. Sans infrastructures adéquates,

pas de livraison de matières premières aux usines, pas de production, pas d'acheminement de biens aux consommateurs et pas de prospérité des activités commerciales et financières, ni au niveau interne ni au niveau transfrontalier. Une logistique fonctionnelle et des infrastructures de transport opérationnelles sont absolument nécessaires pour dégrouper la production à partir des frontières nationales. Les investissements étrangers directs affluent vers les contrées qui offrent des avantages en termes de coût; des infrastructures en mauvais état sont un facteur très dissuasif.

De plus, pour faire fonctionner une société moderne, il faut un approvisionnement stable d'une large gamme de services tributaires des infrastructures, qui améliorent la qualité de vie. Ces services sont le socle du bien-être social, de normes de santé et de sécurité acceptables, et d'un environnement décent.



En somme, le manque d'infrastructures adéquates présage d'un sombre avenir, tant au plan économique que social.

L'une des clés pour un développement économique et social solide réside dans la **planification** à long terme et coordonnée de la mise en place et de l'entretien d'une infrastructure et d'une logistique régionales de base. Toutefois, la mise en place et l'entretien d'infrastructures sont coûteux; l'accroissement de la demande d'infrastructures met les budgets des États en grande difficulté. Dans de nombreux pays en développement, les finances publiques sont englouties par des poussées démographiques telles que l'urbanisation, l'accroissement des populations et les migrations. Les coûts de maintien de la paix et de la sécurité créent également des pressions financières.



Pour s'en sortir, les décideurs doivent rechercher des approches novatrices de **financement** des infrastructures. Certains pays sont certes déjà familiers de la manière d'impliquer le secteur privé, mais le recours à des variantes de partenariats public-privé innovantes pourrait attirer des capitaux et expertises additionnels. Parmi les autres pistes, les caisses de retraite et les marchés d'assurance représentent des sources prometteuses de financement de projets à faible risque.

Il faut néanmoins savoir que l'amélioration de l'accès au financement ne résout pas le problème d'insuffisance d'infrastructures intégrées. La passation des marchés et les constructions devraient désormais être soumises à une **concurrence rigoureuse**, et il faudrait instaurer plus de **transparence** à toutes les étapes d'un projet. Les cadres juridiques et réglementaires devront être revus et des systèmes efficaces de gestion de la demande d'infrastructures mis en place pour assurer un approvisionnement stable des services et des produits, ce qui permettra de mieux atténuer l'usure et d'être préparés aux aléas, tels que les catastrophes naturelles ou celles découlant d'activités humaines. Naturellement, les acteurs devront également s'investir dans les nouvelles technologies et adopter des stratégies de gestion novatrices.

En matière d'intégration régionale, l'intégration productive et celle des infrastructures sont étroitement liées. En améliorant l'une, l'on améliore l'autre. La prise de mesures correctives concernant ces deux dimensions sera très bénéfique pour l'**intégration commerciale**.



Cependant, ne compter que sur l'intégration productive et celle d'infrastructures pour améliorer l'intégration commerciale serait une erreur. C'est pour cette raison que la troisième recommandation de l'IIRA 2019 est de passer résolument à la mise en œuvre de la **ZLECAf** tout en atténuant les effets secondaires néfastes tels que la baisse des recettes tarifaires, qui accompagne parfois les accords de libre-échange.



Une fois entrée en vigueur, la ZLECAF représentera le plus grand bloc commercial au monde. Elle dispose d'un potentiel inexploité propre à assurer le développement du continent et à sortir des millions de personnes de la pauvreté s'il est accompagné de mesures d'atténuation.



Nos dernières recommandations portent sur la **libre circulation des personnes** et l'**intégration macroéconomique**. Les résultats présentés dans l'IIRA 2019 concernant ces dimensions sont certes plus satisfaisants que pour les trois dimensions abordées plus haut, mais la performance est loin d'être uniforme. Par exemple, l'Union du Maghreb arabe (UMA) n'a pas encore exploité le potentiel qu'offre une liberté accrue de circulation des personnes. Quant à l'intégration macroéconomique, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)

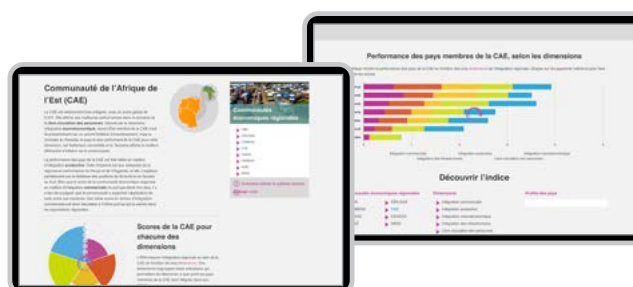
et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) n'ont absolument aucun accord bilatéral d'investissement en vigueur. Pourtant, de nombreux documents soulignent l'importance de la mobilité de la main-d'œuvre et celle des investissements étrangers : la première accélère l'innovation et réduit les coûts, tandis que la seconde est un impératif pour l'accroissement de la production et la mise en place d'infrastructures dans une région, ce qui ouvre la voie à une plus grande prospérité.

La mobilité. S'agissant de la liberté de circulation, nous recommandons une plus large ouverture des visas, devant déboucher sur l'institution d'un régime d'accès sans visa pour les ressortissants africains et la mise en place d'un passeport africain, tel que prévu par le Protocole (de Kigali) sur la libre circulation des personnes de l'Union africaine. L'édition 2019 de l'Indice sur l'ouverture des visas en Afrique indique un taux record de 87 % d'États africains qui, soit améliorent leur score par rapport à l'Indice

de 2018, soit le maintiennent, l'amélioration résultant principalement de l'adoption de visas électroniques et de visas à l'arrivée pour les ressortissants africains. Les CER d'Afrique peuvent néanmoins faire mieux, en recourant à un éventail d'options allant de l'octroi de visas de plusieurs années à un demandeur après étude de l'intéressé, à la création de blocs régionaux au sein desquels les visas seraient supprimés. Une plus grande coopération entre les CER en matière de liberté de circulation contribuera largement à l'intégration du continent.



S'agissant des **politiques macroéconomiques**, les décideurs doivent à présent œuvrer à un accroissement réel des investissements à l'échelle régionale et continentale. Ils doivent harmoniser les plans d'action en vue de préserver la stabilité macroéconomique et ils doivent veiller au respect des accords conclus entre les communautés économiques régionales et à l'échelle du continent. Des systèmes d'alertes précoces devraient être mis en place pour assurer une meilleure gestion des chocs exogènes tels que les catastrophes naturelles ou la fuite de capitaux.



Pour plus d'information au sujet de l'Indice de l'intégration régionale en Afrique, consultez : www.integrate-africa.org/fr

Section 2.

Les forces et faiblesses du continent et de ses régions



Les dimensions et indicateurs de l'intégration régionale

Pour mesurer le degré d'intégration de chaque pays et de chaque région d'Afrique parmi ses voisins, l'IIRA utilise 16 indicateurs regroupés en cinq dimensions. L'indice mesure également l'état de l'intégration régionale sur le continent dans son ensemble.

L'intégration commerciale, productive et macroéconomique constitue les trois dimensions de l'intégration régionale de l'IIRA que l'Union européenne et l'Asie-Pacifique suivent de près. L'importance capitale des investissements étrangers et

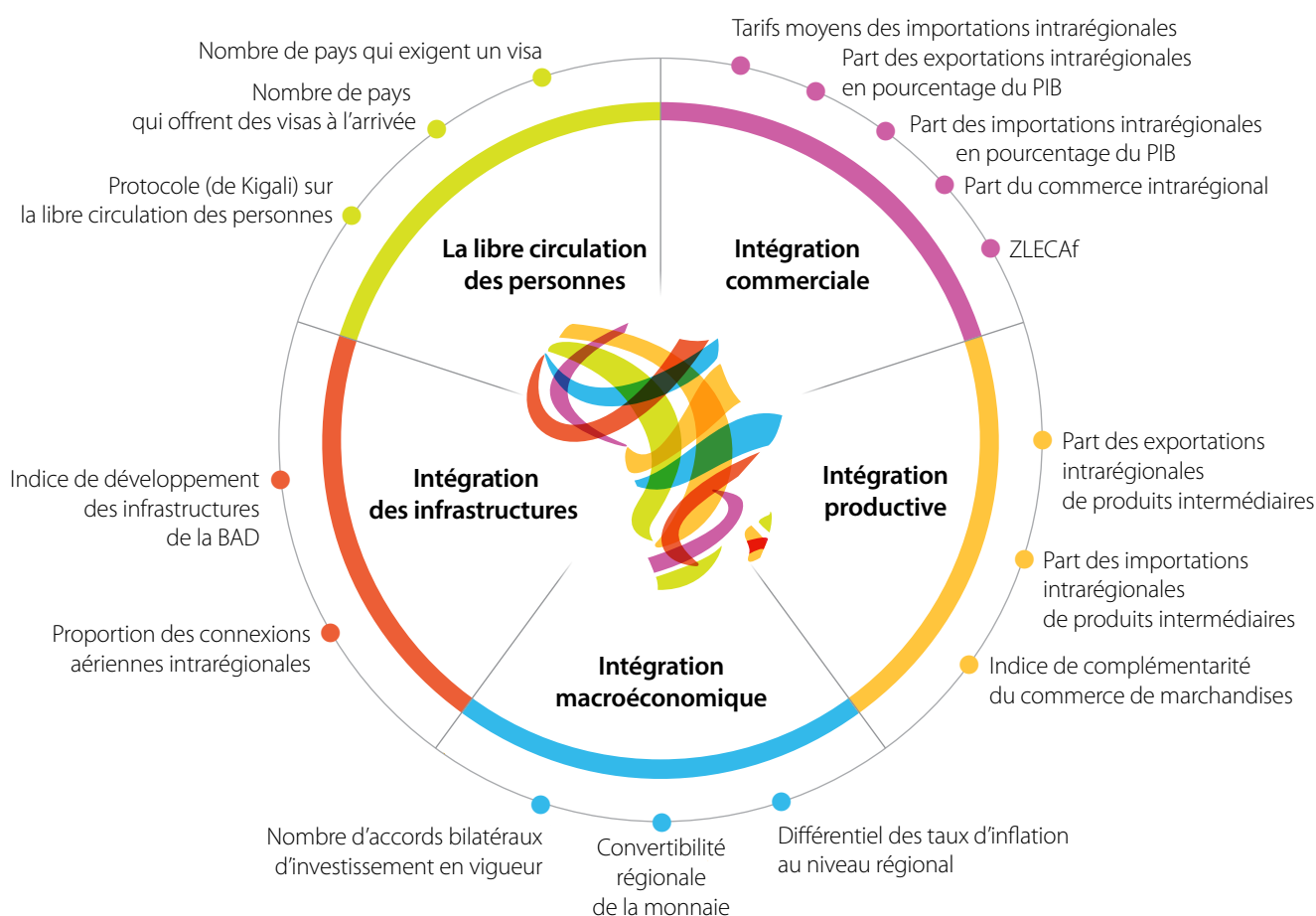
du commerce régional pour la production des produits finis ou intermédiaires et, en définitive, pour la croissance et le développement économiques, est profondément gravée dans les discours contemporains. Cela dit, les indicateurs utilisés pour évaluer ces dimensions varient d'un continent ou d'une région à l'autre.

À ces trois dimensions, l'IIRA ajoute deux dimensions qui sont d'intérêt pour les pays en développement. Les **infrastructures régionales** affectent directement les coûts de transaction, la prospérité et, au final, la

stabilité. Dans les pays en développement, il existe de grands écarts dans l'état des infrastructures régionales : l'analyse comparative de cette dimension nous fournit des indications importantes quant à la manière de stimuler la prospérité d'un pays.

Un autre aspect important de l'intégration réside dans le degré de liberté de circulation des facteurs de production, y compris des populations. La **libre circulation des personnes** des contrées où il n'existe pas d'emplois à ceux où subsiste une forte demande de travailleurs accroît l'efficacité de la production et améliore les liens sociaux, ce qui, par ricochet, soutient l'intégration régionale.

Figure 10. Dimensions et indicateurs de l'intégration régionale



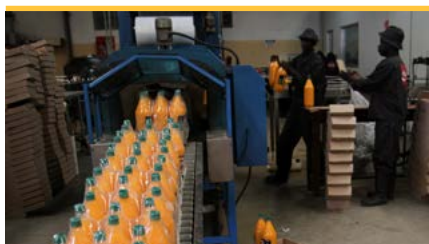


Intégration commerciale

L'Afrique a supprimé ces dernières années d'importantes barrières tarifaires commerciales. Pourtant, les tarifs ne sont qu'un aspect des entraves au commerce : les mesures non tarifaires – mesures sanitaires et phytosanitaires, variations dans les lois sur l'étiquetage et règles d'origine – peuvent également compromettre le commerce.

L'IIRA utilise quatre indicateurs pour calculer l'ampleur des échanges commerciaux entre un pays de la région et un autre. Une nouveauté dans l'édition 2019 : la dimension commerciale de l'intégration régionale évalue également la possibilité d'une intégration, à un niveau plus approfondi en indiquant si, oui ou non, les pays ont signé ou ratifié l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

- **Part des exportations intrarégionales en pourcentage du PIB :** L'indicateur mesure la part de la valeur des exportations intrarégionales de biens en pourcentage du produit intérieur brut du pays.
- **Part des importations intrarégionales en pourcentage du PIB :** L'indicateur mesure la part de la valeur des importations intrarégionales de biens en pourcentage du produit intérieur brut du pays.
- **Part du commerce intrarégional :** Elle est définie comme la somme des exportations et des importations intrarégionales d'un pays par rapport au commerce total intrarégional de cette région.
- **Tarifs moyens des importations intrarégionales :** Cet indicateur a pour but de déterminer l'effet des politiques qui améliorent ou entravent l'ouverture commerciale. Il mesure les équivalents ad valorem des taux tarifaires minimums qu'un pays a appliqués à ses importations en provenance d'autres pays de sa région.
- L'indicateur **ZLECAF** révèle si, oui ou non, les pays ont signé ou ratifié l'Accord sur la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ont ratifié = 2; a signé = 1, n'a pas signé = 0). La mesure de cet indicateur concerne les pays, pas les CER.



Intégration productive

Un pays est performant en matière d'intégration productive si ses capacités de production complètent celles d'autres pays de la région; autrement dit, s'il est spécialisé dans les étapes de la production pour lesquelles il jouit d'un avantage comparatif et peut bénéficier d'économies d'échelle.

En matière d'intégration productive, trois indicateurs sont utilisés pour évaluer la participation d'un pays à l'approvisionnement et aux chaînes de valeur régionales :

- **Part des exportations intrarégionales de produits intermédiaires :** L'indicateur concerne les exportations intrarégionales de produits intermédiaires (semi-finis) du pays, en pourcentage de la totalité de ses exportations intrarégionales.
- **Part des importations intrarégionales de produits intermédiaires :** L'indicateur concerne les importations intrarégionales de produits intermédiaires (semi-finis) du pays, en pourcentage de la totalité de ses importations intrarégionales.
- **Indice de complémentarité du commerce de marchandises :** Cet indicateur compare le profil d'exportation d'un pays au profil d'exportation de la région. Il représente la valeur absolue totale de la différence entre la part des importations et la part des exportations des pays à l'étude par rapport à la région, divisée par deux.



Intégration macroéconomique

La convergence et la stabilisation des politiques macroéconomiques dans une région créent un environnement financier sain qui attire des investissements transfrontaliers. Le degré de cohérence macroéconomique entre un pays et ses voisins permet aux investisseurs de calculer la valeur et le potentiel de leurs investissements.

Pour mesurer l'intégration macroéconomique, l'IIRA utilise trois indicateurs :

- **Le différentiel des taux d'inflation au niveau régional :** L'indicateur mesure l'écart entre le taux d'inflation d'un pays et le taux d'inflation visé par la région. Lorsque les données nationales ne sont pas disponibles, l'indicateur utilise le taux positif minimum (c'est-à-dire le taux d'inflation non négatif le plus bas) de la région.
- **La convertibilité régionale de la monnaie :** L'indicateur évalue la facilité avec laquelle les étrangers et les entreprises peuvent réaliser des transactions. En particulier, il compte le nombre de pays de la région avec lesquels un pays partage une monnaie commune ou avec lesquels sa propre monnaie est convertible.
- En l'absence de données détaillées sur les investissements étrangers directs régionaux, le **nombre d'accords bilatéraux d'investissement en vigueur** sert de base d'évaluation de l'importance des mouvements transfrontaliers de capitaux. Ce nombre n'inclut pas les traités qui n'ont pas été ratifiés et ceux qui ont été dénoncés.



Intégration des infrastructures

Selon l'édition 2018 de l'Indice de développement des infrastructures de la BAD, les investissements dans l'infrastructure représentent plus de la moitié de la croissance économique de ces dernières années en Afrique. Cette croissance est principalement portée par les améliorations dans les technologies de l'information et de la communication. Toutefois, pour entretenir une croissance optimale, il y a lieu de développer les infrastructures afin de faciliter non seulement les connexions intérieures, mais également celles intrarégionales, voire extrarégionales.

L'IIRA utilise deux indicateurs pour mesurer le degré d'intégration régionale des infrastructures en Afrique :

- **L'Indice de développement des infrastructures de la BAD** est un indice composite qui mesure neuf éléments dans les domaines suivants : électricité, transport, technologies de l'information et de la communication, et eau et assainissement dans une zone donnée. Des indicateurs à caractère plus régional – connectivités routières transfrontalières, infrastructures électriques transfrontalières, coût de l'itinérance mobile – seraient préférables, mais pour l'heure, il n'existe pas de données complètes et fiables sur ces éléments.
- Au moment de la rédaction de la présente édition, 28 pays africains avaient signé l'Accord portant création du Marché unique du transport aérien africain, une initiative visant à ouvrir les espaces aériens de l'Afrique. L'IIRA n'utilise pas cette variable, car ce qui compte le plus en matière d'intégration, c'est plus la mise en œuvre que la signature d'accords tels que celui-là. L'IIRA mesure plutôt la **proportion des connexions aériennes intrarégionales**, c'est-à-dire le nombre de vols intrarégionaux d'un pays au départ et à l'arrivée, en pourcentage du total des vols intrarégionaux.



La libre circulation des personnes

L'application de politiques de visa avenantes signifie plus d'affaires, plus d'investissements et plus d'innovations. Elles permettent d'accroître le nombre d'entreprises locales, de créer des économies d'échelle et de mettre en place des chaînes de valeur efficaces. La technologie numérique joue un rôle : les évolutions de ces dernières années contribuent à la simplification des procédures d'entrée et permettent à un plus grand nombre d'étudiants, de commerçants et de résidents de voyager, d'échanger des connaissances et de créer de nouveaux marchés.

L'IIRA utilise trois indicateurs pour mesurer le degré de coopération entre les pays et les CER sur la liberté de circulation :

- L'indicateur du **nombre de pays qui offrent des visas à l'arrivée** dénombre les pays de la région dont les ressortissants peuvent bénéficier de visas à l'arrivée dans d'autres pays. Il mesure la facilité avec laquelle les ressortissants de ce pays peuvent se déplacer dans la région pour le tourisme, les affaires ou des transactions quotidiennes.
- L'indicateur du **nombre de pays qui exigent un visa** dénombre les pays dont les ressortissants ont nécessairement besoin d'un visa lorsqu'ils se rendent dans l'un des autres pays de la région.
- L'indicateur relatif au **Protocole (de Kigali) sur la libre circulation des personnes** indique si un pays a ratifié ou non le Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine, relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement. Une fois mis en œuvre, ce protocole permettra aux travailleurs, étudiants, chercheurs et résidents des CER africaines de voyager librement entre les États signataires (ratifié = 1 ; non ratifié = 0).

Le système de notation

L'IIRA note la performance de chaque indicateur et dimension sur une échelle de 0 à 1. Les scores proches de 0 traduisent une mauvaise performance (faible intégration du pays ou de la région), tandis que les scores proches de 1 indiquent une performance élevée (forte intégration du pays ou de la région). Les scores autour de 0,5 traduisent une intégration modérée/moyenne. Dans des conditions linéaires, un score inférieur à 0,333 est classé faible, un score se situant entre 0,334 et 0,667 est considéré comme moyen, et un score supérieur à 0,668 est jugé élevé.

Les pays à performance faible, moyenne et élevée sont classés sur la base d'un intervalle de confiance de 95 % à partir de la moyenne.

Scores de l'Afrique

Les bénéfices de l'intégration régionale font depuis longtemps l'unanimité parmi les leaders africains. Le graphique sur cette page indique à quel point cette concordance est devenue réalité.

Sur le graphique, plus une dimension est tirée vers l'extérieur, plus le continent est intégré en ce qui concerne cette dimension. Les scores sont calculés sur une échelle de 0 (absence totale d'intégration) à 1 (parfaite intégration).

Le score de l'Afrique, qui ne réalise que le tiers de son potentiel, montre que des améliorations sont encore largement possibles pour chacune des dimensions de l'intégration régionale. À la lumière des récents développements sur le continent, des changements sont en vue. La ZLECAf, qui est entrée en vigueur en mai 2019 et a été lancée en juillet de la même année, deviendra sans doute la plus grande zone de libre-échange continentale au monde, avec un marché de plus de 1,2 milliard de personnes.

Au cours des cinq prochaines années, 90 % des tarifs imposés sur les produits seront supprimés. Au fur et à mesure que les pays et les régions tireront parti d'un marché élargi, la ligne rose de ce graphique devrait s'étendre davantage dans chaque direction. On s'attend à une augmentation de la production des biens et services destinés à l'exportation ainsi que des investissements dans l'infrastructure régionale. Les pays apporteront aussi des améliorations dans les autres aspects de l'intégration régionale (production, politiques macroéconomiques et libre circulation des personnes).

Score global 0,327
Dimension la plus élevée La libre circulation des personnes
Dimension la plus faible Intégration productive

Scores des communautés économiques régionales

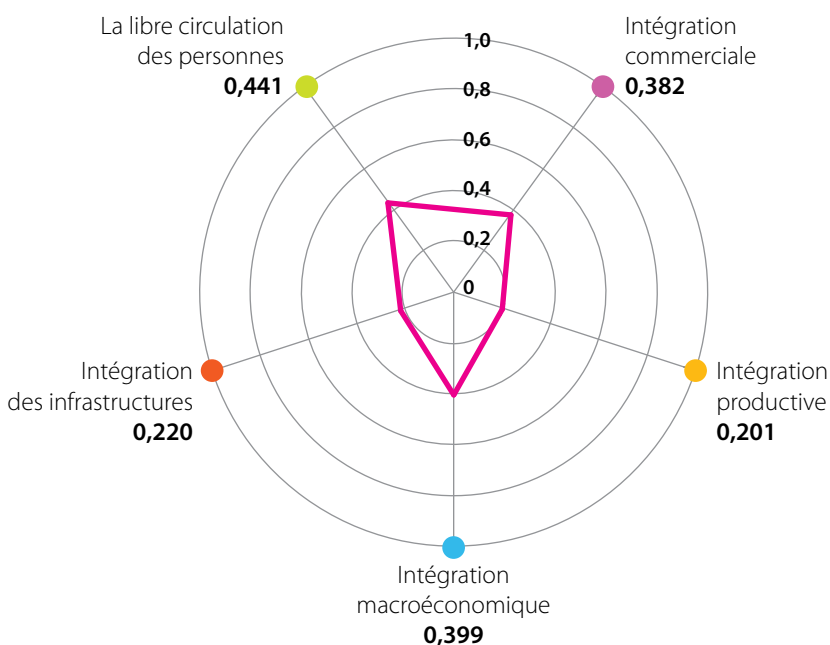
Les graphiques sur les deux pages suivantes montrent les scores qu'obtiennent les CER de l'Afrique pour les cinq dimensions de l'intégration régionale.

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a obtenu le score global le plus élevé. Bien que la CAE soit en tête de liste en Afrique, elle n'occupe néanmoins qu'un peu plus de la moitié de la zone du graphique.

L'Union du Maghreb arabe (UMA) réalise le meilleur équilibre entre les dimensions, suivie de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est la CER qui affiche les plus grands écarts entre les dimensions, avec des scores allant de 0,733 pour la libre circulation des personnes à 0,220 pour l'intégration productive.

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) affiche quant à elle les plus faibles scores globaux en matière d'intégration.

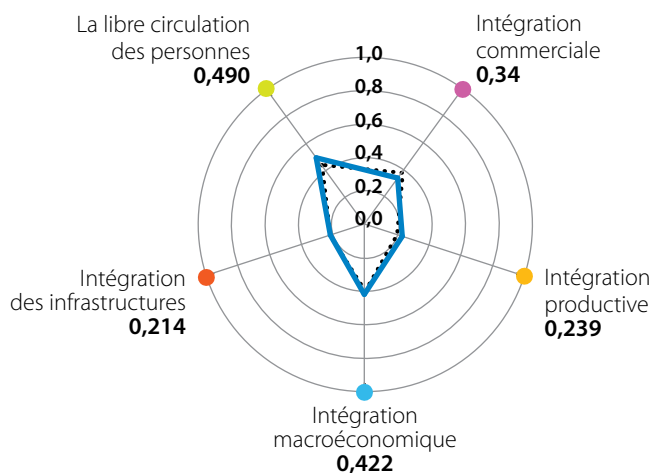
Figure 11. Scores de l'Afrique pour les cinq dimensions de l'intégration régionale



Scores des communautés économiques régionales

Figure 12. Scores de la SADC pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

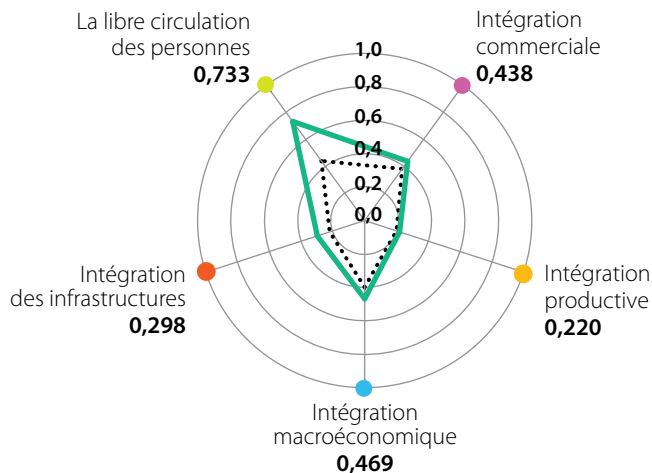
Score moyen	0,337
Dimension la plus élevée	La libre circulation des personnes
Dimension la plus faible	Intégration des infrastructures



La ligne pointillée représente les scores de l'Afrique.

Figure 13. Scores de la CEDEAO pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

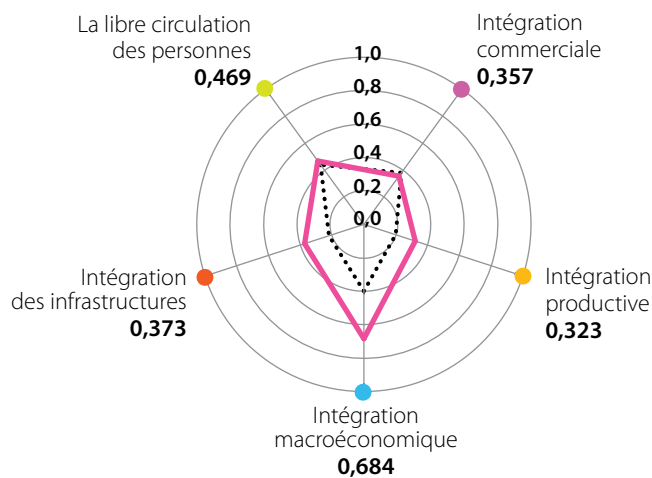
Score moyen	0,425
Dimension la plus élevée	La libre circulation des personnes
Dimension la plus faible	Intégration productive



La ligne pointillée représente les scores de l'Afrique.

Figure 14. Scores de la CEEAC pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

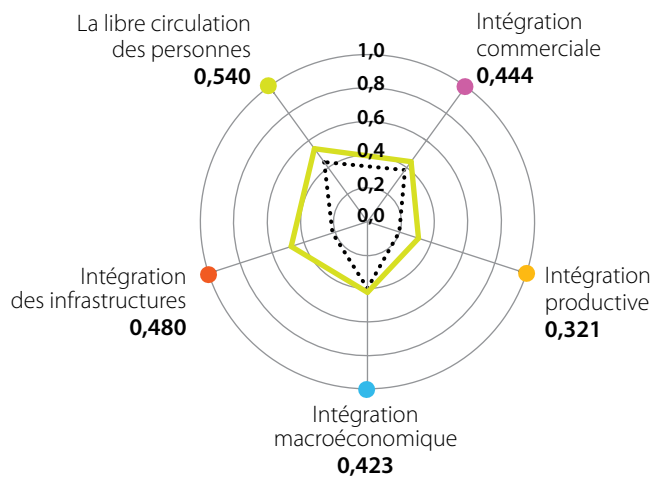
Score moyen	0,442
Dimension la plus élevée	Intégration macroéconomique
Dimension la plus faible	Intégration productive



La ligne pointillée représente les scores de l'Afrique.

Figure 15. Scores de l'IGAD pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

Score moyen	0,438
Dimension la plus élevée	La libre circulation des personnes
Dimension la plus faible	Intégration productive

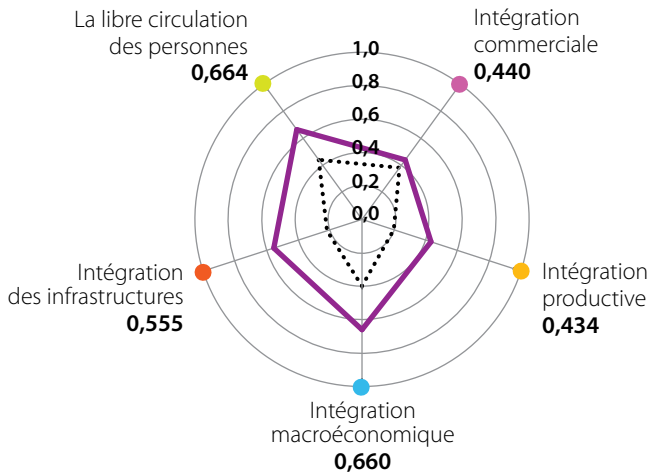


La ligne pointillée représente les scores de l'Afrique.

NOTE : Sur ces graphiques, plus une dimension est tirée vers l'extérieur, plus le continent est intégré en ce qui concerne cette dimension. Les scores sont calculés sur une échelle de 0 (absence totale d'intégration) à 1 (parfaite intégration).

Figure 16. Scores de la CAE pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

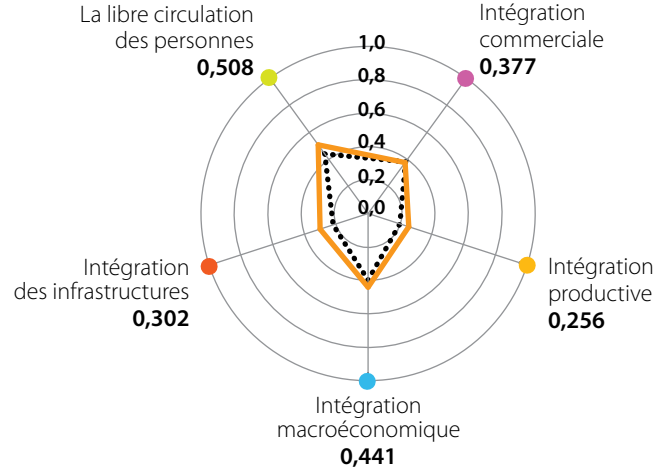
Score moyen	0,537
Dimension la plus élevée	La libre circulation des personnes
Dimension la plus faible	Intégration productive



La ligne pointillée représente les scores de l'Afrique.

Figure 17. Scores de la CEN-SAD pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

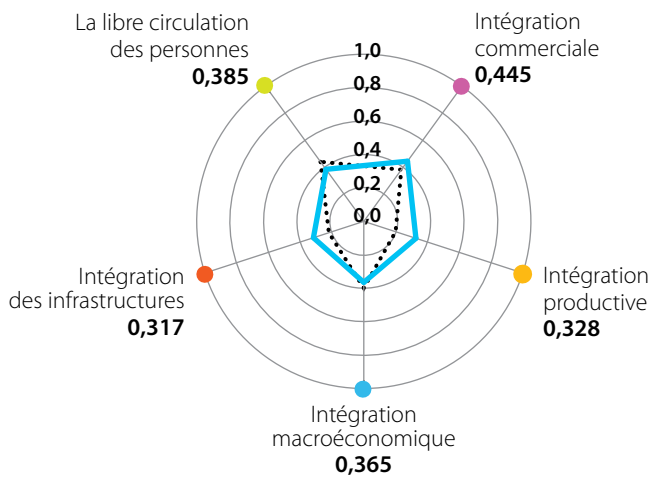
Score moyen	0,377
Dimension la plus élevée	La libre circulation des personnes
Dimension la plus faible	Intégration productive



La ligne pointillée représente les scores de l'Afrique.

Figure 18. Scores du COMESA pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

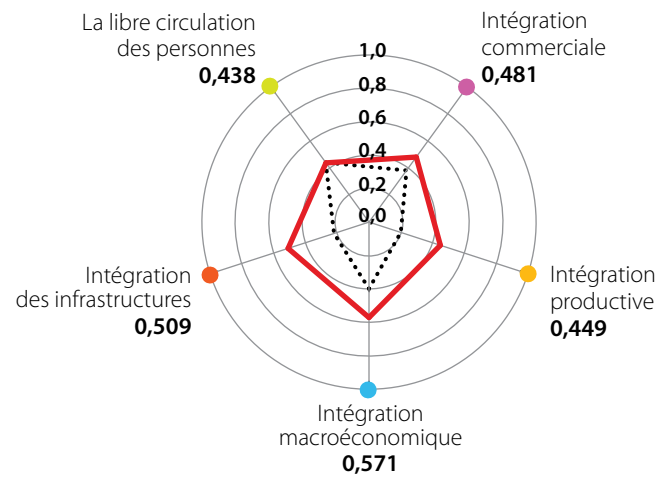
Score moyen	0,367
Dimension la plus élevée	Intégration commerciale
Dimension la plus faible	Intégration des infrastructures



La ligne pointillée représente les scores de l'Afrique.

Figure 19. Scores de l'UMA pour les cinq dimensions de l'intégration régionale

Score moyen	0,488
Dimension la plus élevée	Intégration macroéconomique
Dimension la plus faible	La libre circulation des personnes

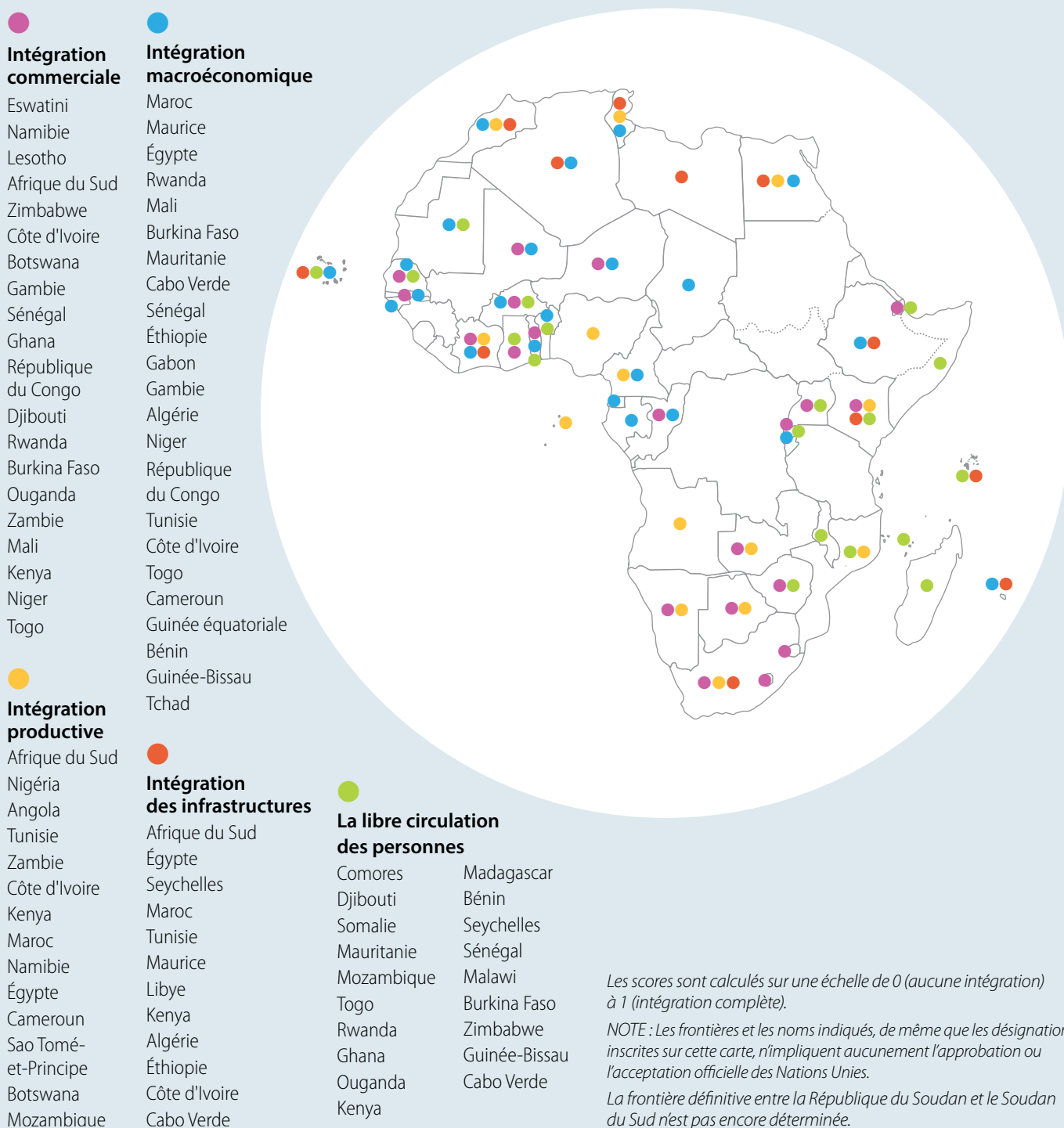


La ligne pointillée représente les scores de l'Afrique.

Section 3. Les pays les plus intégrés et les moins intégrés d'Afrique

Carte 2. Pays africains à forte performance dans les cinq dimensions de l'intégration régionale

Cette carte indique les pays africains dont la performance dans les cinq dimensions de l'intégration régionale est plus élevée que la moyenne. Les pays sont listés selon leur classement, en commençant par le pays le plus intégré.



Intégration générale

● Les meilleures performances

Avec un score de 0,625, l'Afrique du Sud est le pays du continent le plus intégré à l'échelle régionale. Elle est suivie du Kenya, qui affiche un score de 0,444. Viennent ensuite le Rwanda, le Maroc et Maurice, avec des scores de 0,434, 0,430 et 0,424, respectivement.

La meilleure performance globale du continent est également la meilleure performance en matière d'intégration infrastructurelle et productive (pour l'intégration productive, l'Afrique du Sud obtient la note maximale). Le pays se classe parmi les quatre meilleurs en matière d'intégration commerciale et parmi les pays moyens en termes d'intégration macroéconomique. Son talon d'Achille réside dans la libre circulation des personnes, dimension pour laquelle sa performance est faible.

Le Kenya, deuxième pays le plus intégré du continent, affiche une performance remarquable en matière d'intégration productive et infrastructurelle, et en libre circulation des personnes. Il fait partie des meilleures performances en ce qui concerne l'intégration commerciale d'autant plus qu'il a ratifié la ZLECAf. Sa performance dans le domaine de l'intégration macroéconomique est faible.

L'intégration macroéconomique est, en revanche, un point fort du Rwanda, qui occupe le quatrième rang dans ce domaine. Le Rwanda se targue également d'une très belle performance en libre circulation des personnes : le pays a ratifié la ZLECAf sans délai et libéralisé la mobilité des travailleurs en signant le Protocole (de Kigali) sur la libre circulation des personnes. Bien que le Rwanda soit classé troisième pour l'intégration régionale globale, sa performance en matière d'intégration productive n'est pas brillante.

Le Maroc et Maurice occupent les premier et deuxième rangs du classement en matière d'intégration macroéconomique. Les deux pays sont également dotés de bonnes infrastructures régionales : le Maroc est classé quatrième et Maurice, sixième au niveau continental.

● Les pires performances

Le pays le moins intégré d'Afrique est le Soudan du Sud, qui affiche un score de 0,147. Il est précédé de l'Érythrée, avec un score de 0,161. L'Érythrée figure parmi les six derniers en ce qui concerne la libre circulation des personnes, l'intégration macroéconomique et

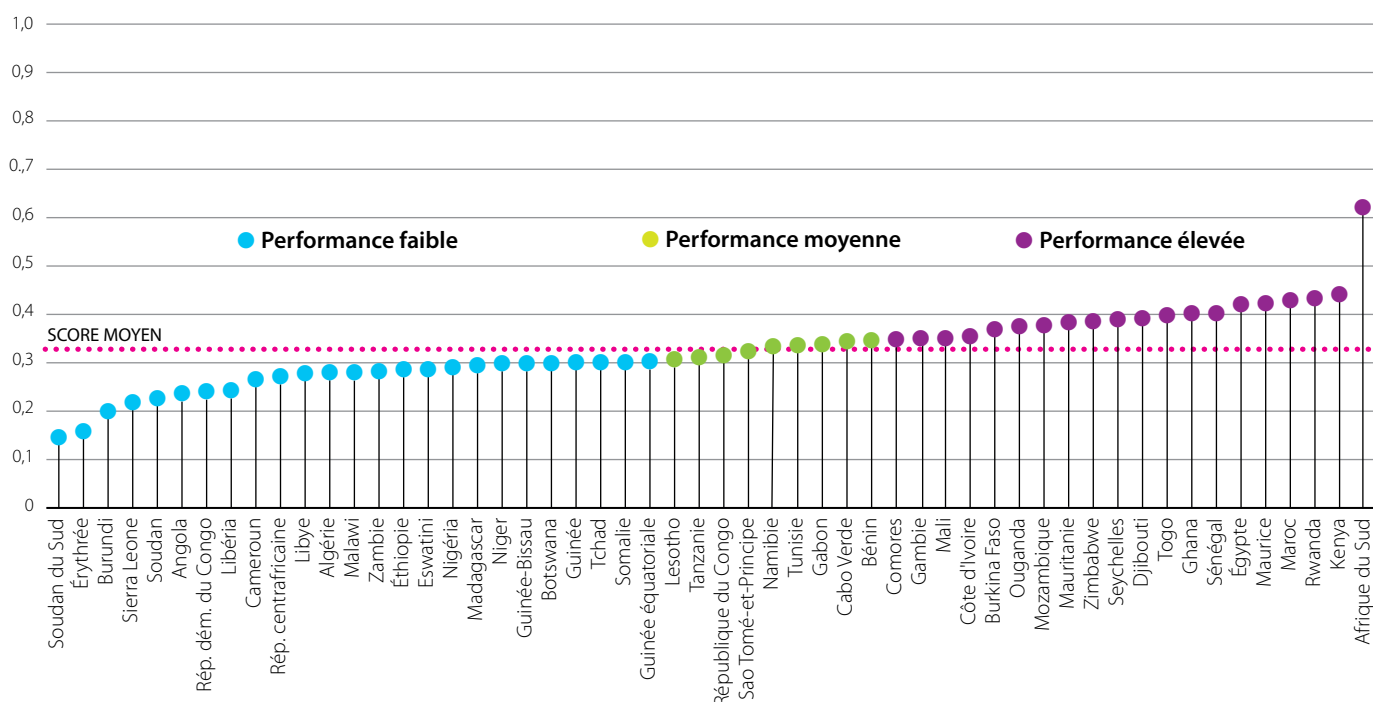
l'intégration commerciale. Le Soudan du Sud est faible en matière d'intégration macroéconomique et infrastructurelle, dimensions pour lesquelles il est dernier au classement.

Les autres pays les moins performants sont le Burundi, la Sierra Leone et le Soudan. La mauvaise performance du Burundi et de la Sierra Leone tient essentiellement au manque d'engagement de ces pays à favoriser la libre circulation des personnes. La performance du Soudan en matière d'intégration régionale laisse vraiment à désirer.

● Performance globale

Le continent africain est globalement peu intégré, son score moyen étant de 0,327. Avec un score élevé ne dépassant pas 0,625, l'Afrique dispose visiblement d'une grande marge de manœuvre pour stimuler l'intégration et profiter de ses avantages. Les écarts dans la performance des pays sont substantiels, notamment en ce qui concerne l'intégration productive et les infrastructures. Leurs performances sont meilleures en matière de libre circulation des personnes et d'intégration macroéconomique.

Figure 20. Scores et classements des pays pour l'intégration régionale en général



Intégration commerciale

● Les meilleures performances

Avec un score de 0,730, l'Eswatini est le pays le plus performant d'Afrique en matière d'intégration commerciale, devant la Namibie dont le score est de 0,715. Les trois pays suivants qui ont le plus d'échanges commerciaux intrarégionaux sont le Lesotho, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, avec des scores de 0,655, 0,627 et 0,550 respectivement.

Carte 3. Intégration commerciale : les cinq pays les plus performants



Ces classements reflètent le fait que quatre des meilleures performances sont membres de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). La SACU a atteint un niveau très élevé de libéralisation du commerce, revendiquant une union douanière véritable qui crée une forte interdépendance entre les économies participantes. L'autre membre de la SACU, le Botswana, occupe le septième rang au classement continental en matière d'intégration commerciale.

Bien que le Zimbabwe ne soit pas membre de la SACU, il bénéficie d'un taux tarifaire favorable par rapport à la région et il a ratifié la ZLECAF. Les pays les plus performants (par exemple, la Côte d'Ivoire, l'Eswatini, la Namibie et l'Afrique du Sud) ont également ratifié la ZLECAF.

● Les pires performances

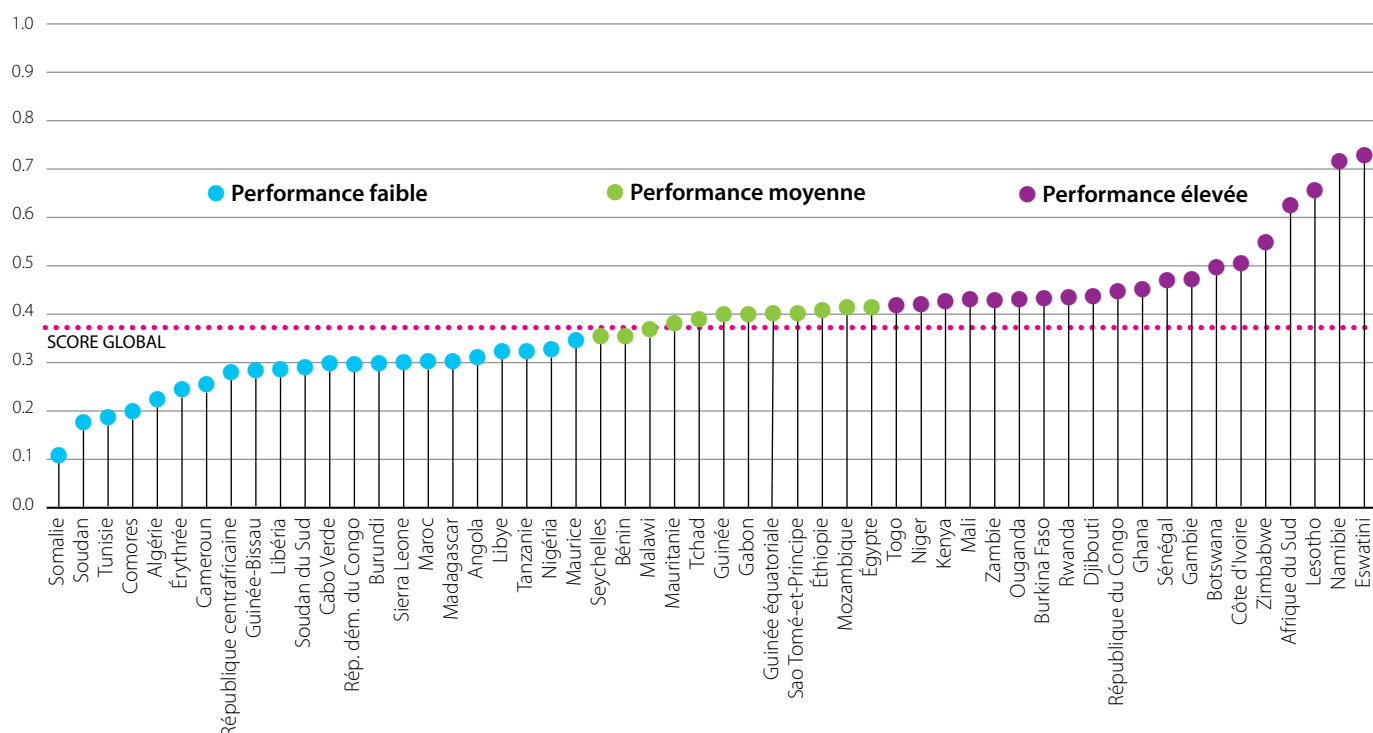
Le pays le moins intégré dans sa région en matière de commerce est la Somalie, avec un score de 0,111. Il est précédé du Soudan, de la Tunisie, des Comores et de l'Algérie, dont les scores sont de 0,178, 0,189, 0,200 et 0,226, respectivement. La Tunisie, la Somalie,

le Soudan et les Comores ont les tarifs à l'exportation les plus élevés de la région. La mauvaise performance de l'Algérie est peut-être imputable au faible volume de ses importations et exportations intrarégionales.

● Performance globale

Avec un score moyen de 0,383, l'intégration commerciale sur le continent africain a tendance à occuper les rangs inférieurs de l'échelle de notation, ce qui reflète le fait que l'Afrique possède les niveaux moyens de droits à l'importation les plus élevés et les niveaux moyens de barrières non tarifaires les plus élevés au monde. Au fur et à mesure que le nombre de pays ratifiant la ZLECAF augmentera et qu'ils commenceront à libéraliser le commerce sur le continent, l'on enregistrera un accroissement des exportations et importations régionales et une hausse des scores en ce qui concerne cette dimension. L'intensification des échanges commerciaux induira une hausse de la demande de capacités de production et d'infrastructures régionales, ce qui stimulera également la croissance dans ces dimensions de l'intégration.

Figure 21. Scores et classements des pays pour l'intégration commerciale

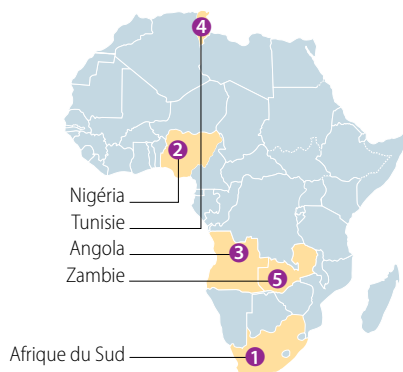


Intégration productive

● Les meilleures performances

L'Afrique du Sud est le leader du continent en matière d'intégration productive, affichant le score maximum, à savoir 1. Les importations et exportations de produits intermédiaires à destination et à partir de l'Afrique du Sud représentent une part plus importante du commerce régional de ce pays qu'elles ne le sont pour n'importe quel autre pays du continent, et l'Afrique du Sud détient le meilleur score dans les calculs de l'Indice de complémentarité commerciale des marchandises.

Carte 4. Intégration productive : les cinq pays les plus performants



Le Nigéria, deuxième du classement des pays les plus intégrés en matière d'échanges commerciaux, arrive loin derrière, avec un score de 0,364. Ses exportations florissantes de carburant contribuent à ce classement. Le Nigéria est suivi de l'Angola, de la Tunisie et de la Zambie, dont les scores sont de 0,340, 0,340 et 0,324, respectivement. Les produits intermédiaires qui font l'objet des échanges commerciaux en Tunisie et en Angola sont largement complémentaires des profils de production de leurs voisins. Le rang élevé qu'occupe la Zambie découle peut-être de l'importance de ses importations d'équipements industriels.

● Les pires performances

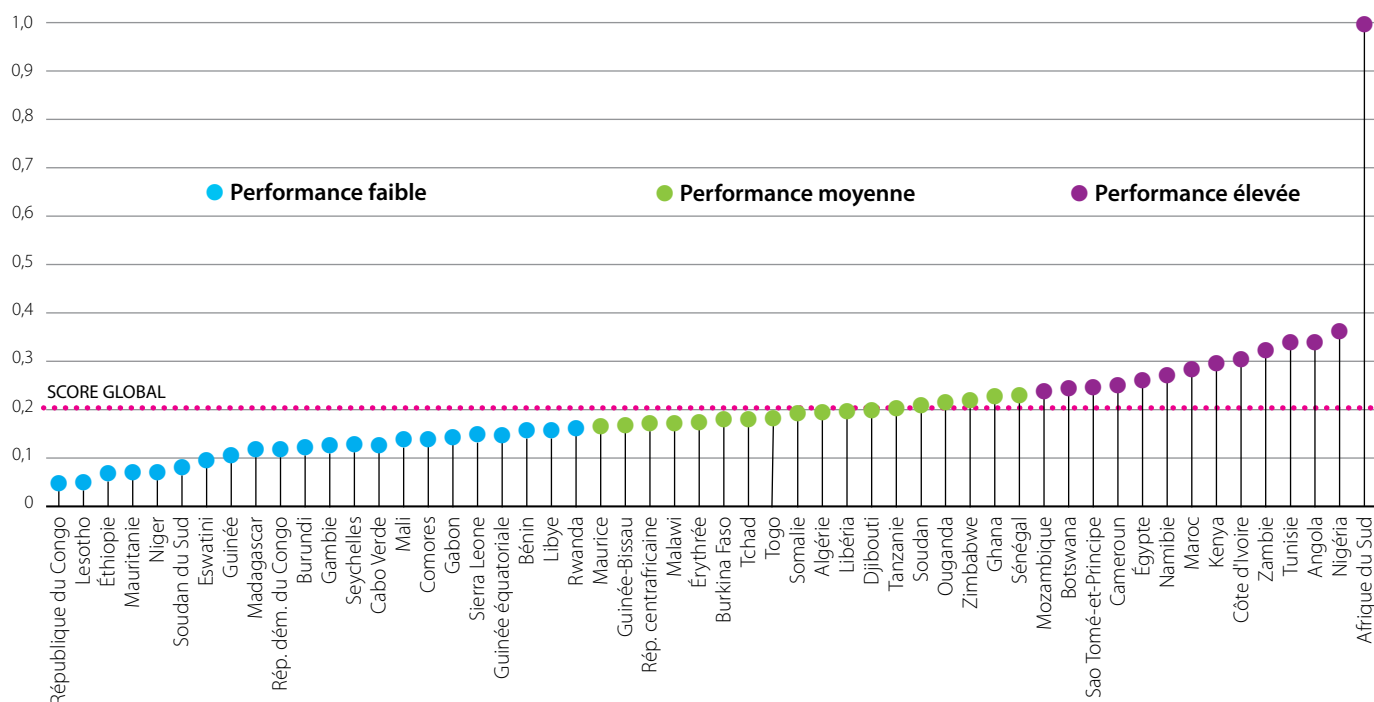
Les pays les moins intégrés sont la République du Congo, le Lesotho, l'Éthiopie, la Mauritanie et le Niger. La faiblesse du pays le moins performant, la République du Congo, tient à la faiblesse de ses exportations de produits intermédiaires. La complémentarité entre la production du Lesotho et d'autres productions de la région est faible, et le Niger importe peu de produits intermédiaires. Les autres pays à faible performance sont caractérisés par une faiblesse des exportations.

● Performance globale

L'intégration productive est le maillon le plus faible de l'Afrique en matière d'intégration régionale. Le score moyen du continent pour cette dimension n'est que de 0,201, et le fait est que 33 pays ont des scores plus bas. Il faut en déduire que la production n'est pas équitablement étalée sur le continent et que les pays ne sont pas en train de tirer parti de leurs avantages comparatifs. Cette situation est peut-être due à l'insuffisance ou l'inexistence de logistiques : les chaînes d'approvisionnement régionales ont besoin de logistiques qui fonctionnent correctement.

Il y a urgence à ce que les pays africains améliorent leurs capacités productives. Ils peuvent y parvenir par une meilleure coordination des échanges commerciaux et des politiques d'investissement au niveau panafricain et par la promotion d'une coopération accrue entre acteurs du secteur public et du secteur privé.

Figure 22. Scores et classements des pays pour l'intégration productive

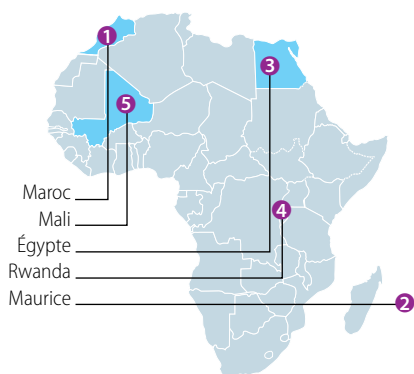


Intégration macroéconomique

● Les meilleures performances

Le Maroc est le pays africain le plus intégré dans le domaine macroéconomique. Avec un score de 0,809, le pays se positionne loin devant le second du classement, à savoir Maurice, dont le score est de 0,633. Viennent ensuite l'Égypte, le Rwanda et le Mali, avec des scores de 0,632, 0,570 et 0,542, respectivement.

Carte 5.
Intégration macroéconomique :
les cinq pays les plus performants



Les meilleures performances sont généralement les pays dont les monnaies sont facilement convertibles en d'autres devises. C'est le cas du franc rwandais et du dirham marocain. L'Égypte, le Maroc et Maurice sont les pays mettant actuellement en œuvre le nombre le plus élevé de traités bilatéraux d'investissement, autre facteur qui renforce leur position dans le domaine.

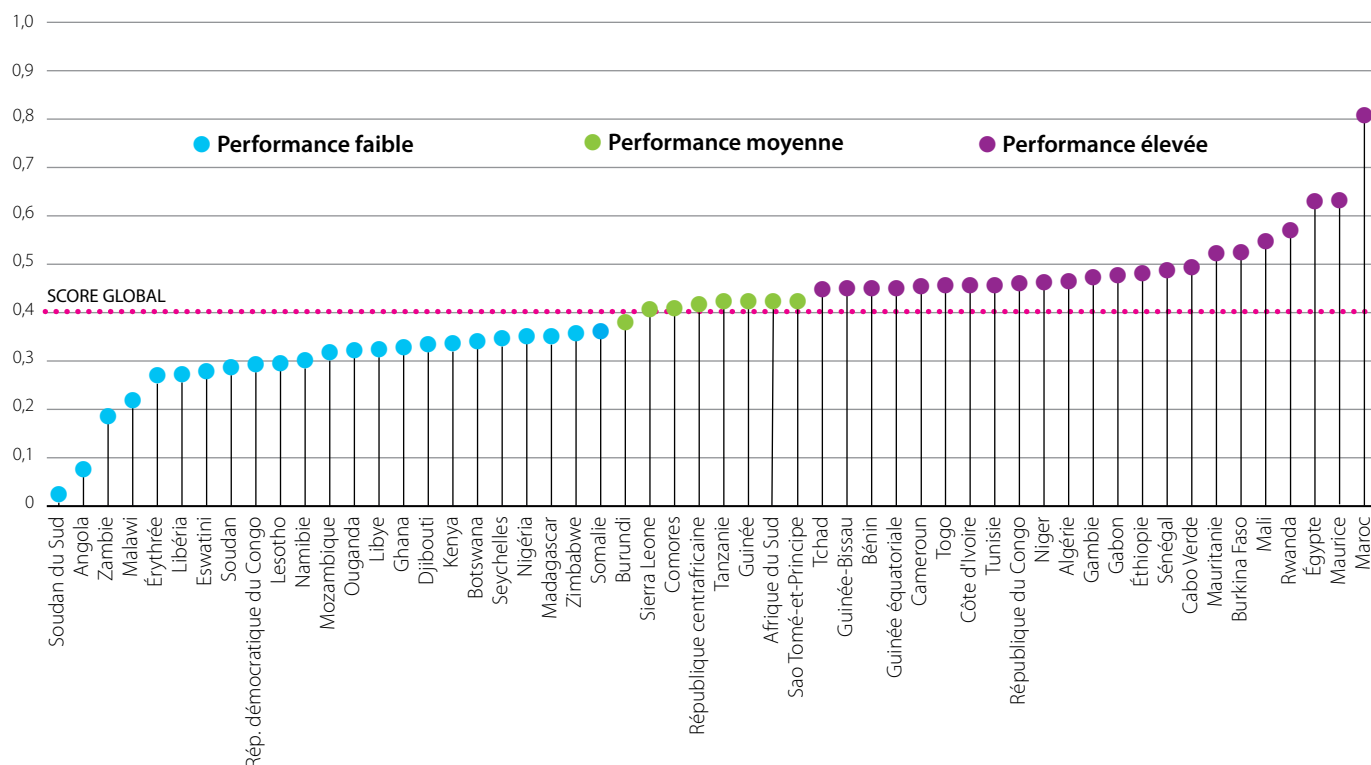
● Les pires performances

Les deux pays au bas de l'échelle en ce qui concerne l'intégration macroéconomique en Afrique sont le Soudan du Sud et l'Angola dont les scores sont proches de zéro (0,023 et 0,077, respectivement). Les autres pays à faible performance sont la Zambie, le Malawi et l'Érythrée, avec des scores de 0,185, 0,219 et 0,270, respectivement. Le Soudan du Sud affiche le taux d'inflation le plus défavorable et n'est présentement lié par aucun accord bilatéral d'investissement. La performance des autres pays dont les monnaies ne sont pas convertibles est également faible.

● Performance globale

Le score moyen du continent est de 0,399, ce qui est modéré. Les pays sont très hétérogènes, avec des écarts proches de 0,8 entre les pays les plus intégrés et ceux les moins intégrés. Ce résultat tient essentiellement au niveau excessif de l'inflation dans certains pays. L'adoption de politiques fiscales et monétaires coordonnées et rigoureuses s'avère une priorité si le continent aspire à la stabilité économique. Un climat économique sain favorisera l'accroissement des investissements transfrontaliers et renforcera l'intégration macroéconomique.

Figure 23. Scores et classements des pays pour l'intégration macroéconomique

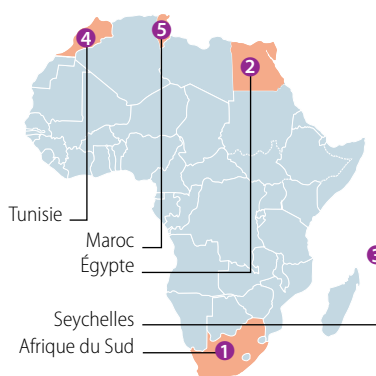


Intégration des infrastructures

● Les meilleures performances

L'Afrique du Sud occupe la première place en matière d'intégration des infrastructures sur le continent. Avec un score de 0,898, elle devance de très loin les autres pays les plus intégrés. Les meilleures performances suivantes sont l'Égypte, les Seychelles, le Maroc et la Tunisie, avec des scores de 0,585, 0,531, 0,530 et 0,498, respectivement.

Carte 6. Intégration des infrastructures : les cinq pays les plus performants



L'Afrique du Sud possède de bonnes connexions aériennes. Elle a les meilleures connexions par voie aérienne du continent, étant donné que ses ressortissants et ceux du reste de l'Afrique peuvent voyager d'un pays africain à un autre de manière assez efficiente. Le Maroc et la Tunisie sont également dotés de bonnes connexions aériennes. L'Indice de développement des infrastructures de la BAD accorde les meilleurs scores pour l'infrastructure aux Seychelles, suivi de l'Égypte.

● Les pires performances

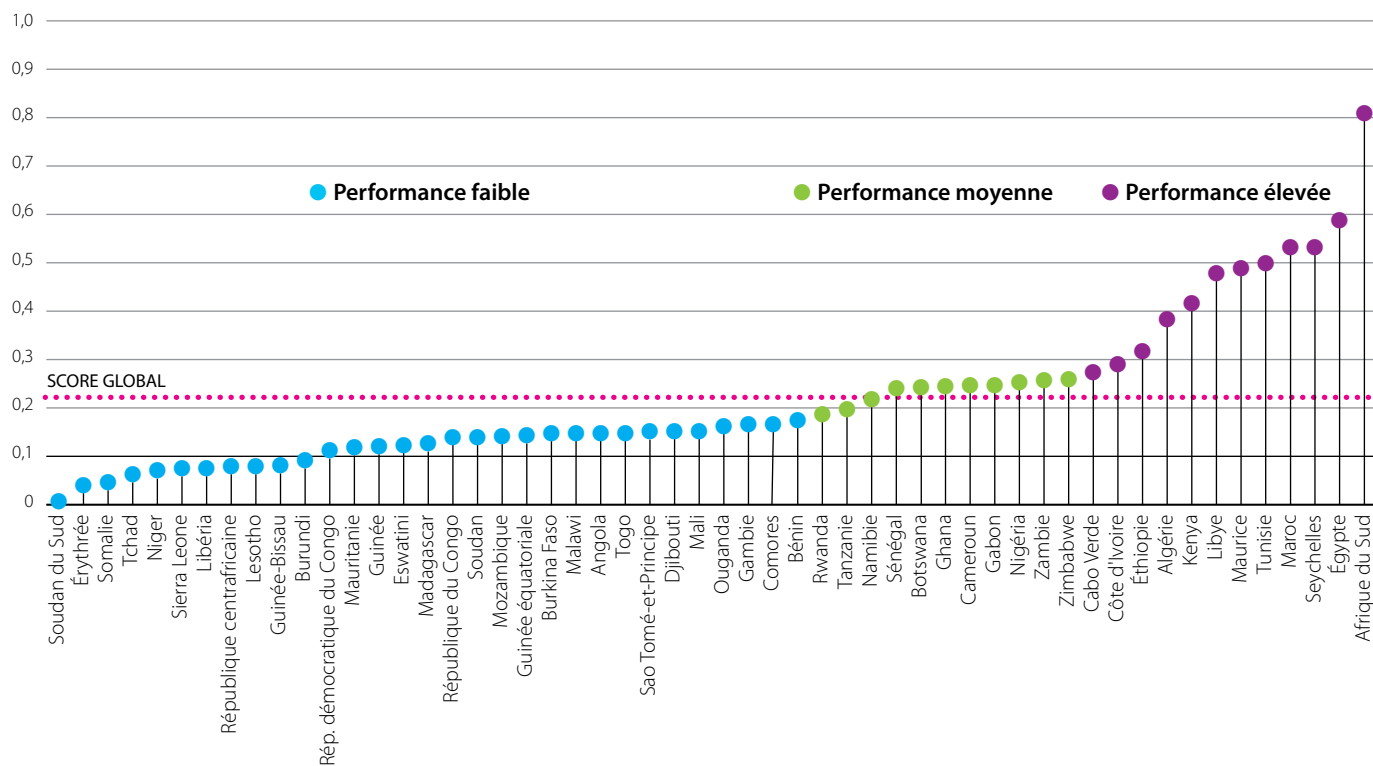
Le Soudan du Sud, l'Érythrée, la Somalie, le Tchad et le Niger sont les pays les moins intégrés du continent en matière d'infrastructures : tous affichent des scores inférieurs à 0,07. La Somalie, le Soudan du Sud, le Niger et le Tchad possèdent également les infrastructures les moins développées, selon la mesure de l'Indice du développement des infrastructures de la BAD. La faiblesse de l'Érythrée réside dans l'inadéquation de ses connexions aériennes continentales.

● Performance globale

Avec un score moyen se limitant à 0,220, l'Afrique est à la traîne en matière d'intégration des infrastructures. Plusieurs pays ont des scores proches de zéro et dans 31 pays, le manque d'intégration des infrastructures est effarant. Seuls 11 pays africains sont modérément bien intégrés au niveau régional, dans le domaine.

L'intégration régionale ne peut être effective sans infrastructures adéquates. Dans notre univers hautement technologique, la solidité des liens économiques en matière de développement commercial, financier, social et de la production passe par des infrastructures bien conçues, bien connectées. La mise en œuvre, sans délai, de stratégies visant à remédier au déficit d'infrastructures s'impose comme un impératif.

Figure 24. Scores et classements des pays pour l'intégration des infrastructures



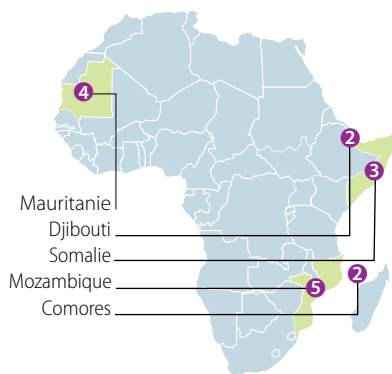
La libre circulation des personnes

● Les meilleures performances

Avec des scores parfaits, les Comores, Djibouti et la Somalie se disputent la première place en ce qui concerne la libre circulation des personnes. Les ressortissants de l'ensemble des 53 pays africains peuvent obtenir un visa à l'arrivée dans ces pays, et tous les trois ont adhéré au Protocole (de Kigali) sur la libre circulation des personnes.

La Mauritanie et le Mozambique suivent, avec des scores de 0,951 et de 0,944, respectivement. La Mauritanie et le Mozambique ont eux aussi signé le protocole.

Carte 7. Libre circulation des personnes : les cinq pays les plus performants



● Les pires performances

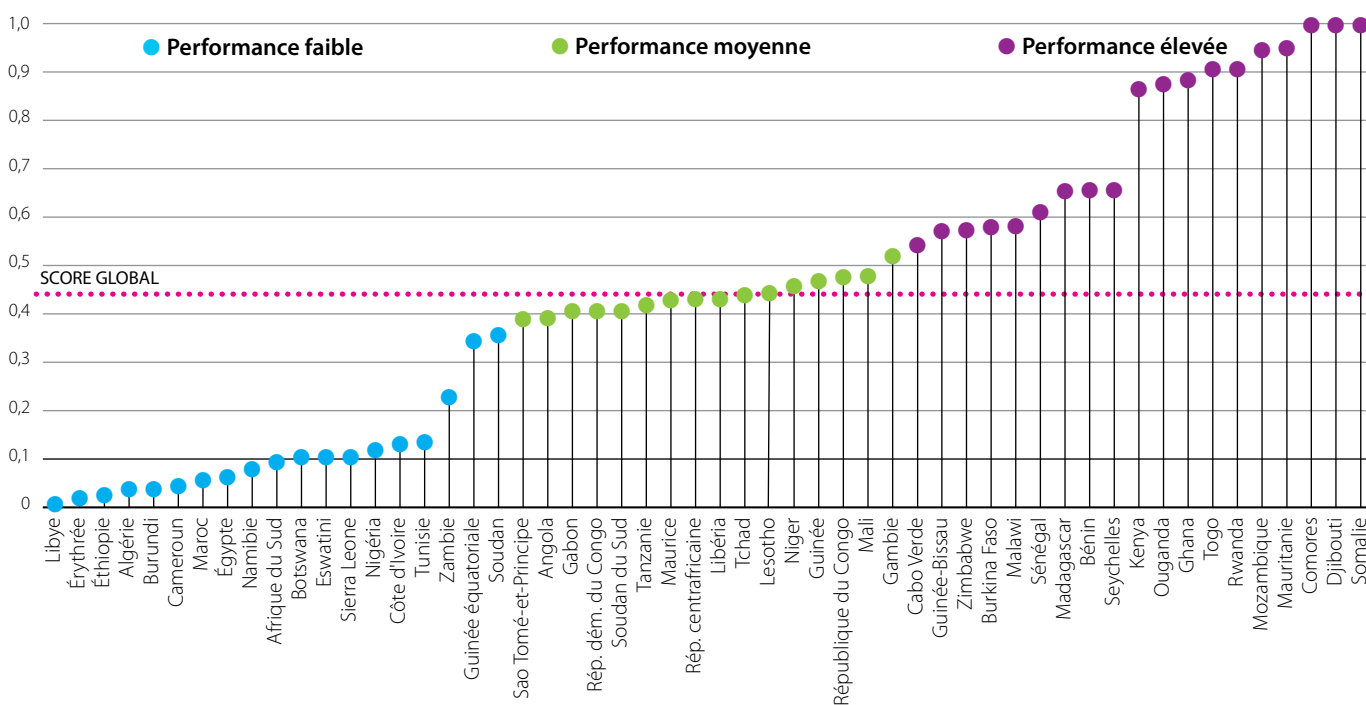
La Libye, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Burundi et l'Algérie sont les pays les moins intégrés en termes de liberté de circulation : leurs scores sont proches de 0. Aucun d'eux n'a signé le Protocole (de Kigali) sur la libre circulation des personnes, et ils exigent de la plupart des ressortissants africains qu'ils obtiennent un visa d'entrée pour visiter leur territoire.

● Performance globale

Les scores des pays en ce qui concerne cette dimension sont très disparates. Plusieurs ont des scores inférieurs à 0,1, très en deçà de la moyenne africaine qui est de 0,441. Ce résultat reflète les obstacles auxquels les ressortissants africains sont confrontés lorsqu'ils voyagent, ce qui rend plus difficile la conduite des affaires, les visites touristiques, et ne favorise pas l'intégration de façon générale. L'adhésion au Protocole (de Kigali) sur la libre circulation des personnes et une plus grande ouverture des visas amélioreront les scores dans ce domaine en réduisant les coûts de transaction, en intensifiant les échanges commerciaux et en renforçant l'efficacité de la production.

L'Indice sur la libre circulation des personnes et l'Indice sur l'ouverture des visas de l'IIRA mesurent différents éléments. Tous deux évaluent certes les régimes d'ouverture de visas des pays (possibilité ou non pour les ressortissants d'un pays de voyager au sein de la région sans visa, ou de demander un visa à l'arrivée), mais l'IIRA évalue en outre le degré d'engagement des pays africains vis-à-vis du Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine, relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement.

Figure 25. Scores et classements des pays pour la libre circulation des personnes



Section 4. Scores des pays

La présente section indique les scores de chaque pays pour les cinq dimensions de l'intégration régionale, ainsi que le score des pays pour l'intégration régionale dans son ensemble. Les tableaux présentent le classement des pays par rapport à leurs voisins et à l'ensemble des autres pays africains, et ils précisent si la performance du pays concerné est plus élevée ou plus faible que celle du groupe ou si elle se situe dans la moyenne.

Les résultats sont présentés pour l'ensemble des pays africains et par pays au sein de chaque CER. Certains pays africains sont membres de plus d'une CER. Pour cette raison, un pays peut obtenir des scores et des rangs différents pour la même dimension. Par exemple, la Libye a obtenu un score de 0,462 pour l'intégration commerciale au sein de la COMESA, où elle occupe le neuvième rang du classement sur 21 pays, mais son score n'est que de 0,390 au sein de l'UMA, où elle est classée quatrième sur cinq pays.

Certaines différences dans les scores et les rangs peuvent s'expliquer par les liens historiques, les avantages comparatifs et la topographie. Les politiques régionales ont également une incidence. Si, par exemple, un pays impose des restrictions de visas aux pays qui sont membres de la première CER dont il fait partie et qu'il n'en fait pas de même pour les pays qui sont membres de la deuxième CER à laquelle il appartient, son score en libre circulation des personnes peut être plus faible au sein de la première CER que dans la seconde.



Tableau 1. Scores et classements pour chacune des dimensions de l'intégration régionale – tous les pays

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
Afrique du Sud	0,625	1	0,627	4	1,000	1
Kenya	0,444	2	0,428	18	0,296	7
Rwanda	0,434	3	0,435	13	0,164	33
Maroc	0,430	4	0,304	39	0,284	8
Maurice	0,424	5	0,348	33	0,169	32
Égypte	0,422	6	0,414	21	0,263	10
Sénégal	0,404	7	0,472	9	0,232	15
Ghana	0,403	8	0,454	10	0,230	16
Togo	0,399	9	0,418	20	0,183	25
Djibouti	0,394	10	0,438	12	0,204	21
Seychelles	0,393	11	0,352	32	0,129	42
Zimbabwe	0,387	12	0,550	5	0,221	17
Mauritanie	0,386	13	0,381	29	0,072	51
Mozambique	0,380	14	0,411	22	0,239	14
Ouganda	0,376	15	0,434	15	0,217	18
Burkina Faso	0,370	16	0,434	14	0,181	27
Côte d'Ivoire	0,357	17	0,506	6	0,305	6
Mali	0,352	18	0,431	17	0,139	40
Gambie	0,351	19	0,472	8	0,127	43
Comores	0,350	20	0,200	51	0,141	39
Bénin	0,347	21	0,353	31	0,159	35
Cabo Verde	0,344	22	0,297	43	0,129	41
Gabon	0,340	23	0,402	26	0,143	38
Tunisie	0,338	24	0,189	52	0,340	4
Namibie	0,337	25	0,715	2	0,271	9
Sao Tomé-et-Principe	0,324	26	0,404	24	0,247	12
République du Congo	0,317	27	0,448	11	0,049	54
Tanzanie	0,312	28	0,323	35	0,205	20
Lesotho	0,308	29	0,655	3	0,052	53
Guinée équatoriale	0,304	30	0,403	25	0,149	36
Somalie	0,303	31	0,111	54	0,194	24
Tchad	0,303	32	0,386	28	0,182	26
Guinée	0,303	33	0,400	27	0,107	47
Botswana	0,302	34	0,496	7	0,245	13
Guinée-Bissau	0,301	35	0,285	46	0,170	31
Niger	0,299	36	0,425	19	0,073	50
Madagascar	0,296	37	0,305	38	0,120	46
Nigéria	0,292	38	0,325	34	0,364	2
Eswatini	0,288	39	0,730	1	0,097	48
Éthiopie	0,287	40	0,407	23	0,069	52
Zambie	0,287	41	0,431	16	0,324	5
Malawi	0,282	42	0,369	30	0,174	29
Algérie	0,282	43	0,226	50	0,195	23
Libye	0,280	44	0,321	36	0,159	34
République centrafricaine	0,273	45	0,282	47	0,173	30
Cameroun	0,268	46	0,255	48	0,252	11
Libéria	0,244	47	0,287	45	0,200	22
République démocratique du Congo	0,241	48	0,299	42	0,121	45
Angola	0,238	49	0,308	37	0,340	3
Soudan	0,228	50	0,178	53	0,209	19
Sierra Leone	0,222	51	0,303	40	0,149	37
Burundi	0,203	52	0,301	41	0,123	44
Érythrée	0,161	53	0,245	49	0,175	28
Soudan du Sud	0,147	54	0,290	44	0,081	49
Moyenne	0,327		0,383		0,201	
Écart type	0,078		0,123		0,133	

Les scores sont calculés sur une échelle de 0 (faible) à 1 (élevé).

- Le pays affiche une forte performance : son score est supérieur au classement moyen.
- Le pays affiche une performance moyenne : son score se situe près du classement moyen.
- Le pays affiche une faible performance : son score est inférieur au classement moyen.

Intégration macroéconomique	Classement	Intégration des infrastructures	Classement	La libre circulation des personnes	Classement	Performance		
						HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,423	25	0,898	1	0,093	45	●		
0,337	38	0,415	8	0,864	10	●		
0,570	4	0,184	23	0,907	6	●		
0,809	1	0,530	4	0,056	48	●		
0,633	2	0,487	6	0,426	29	●		
0,632	3	0,585	2	0,062	47	●		
0,490	9	0,241	20	0,611	14	●		
0,331	40	0,244	18	0,883	8	●		
0,456	18	0,150	31	0,907	6	●		
0,335	39	0,152	29	1,000	1	●		
0,347	36	0,531	3	0,655	11	●		
0,357	33	0,261	13	0,574	17	●		
0,523	7	0,117	42	0,951	4	●		
0,320	43	0,141	36	0,944	5	●		
0,322	42	0,162	27	0,876	9	●		
0,525	6	0,147	34	0,580	16	●		
0,458	17	0,292	11	0,130	40	●		
0,542	5	0,154	28	0,481	21	●		
0,471	12	0,164	26	0,518	20	●		
0,410	29	0,166	25	1,000	1	●		
0,450	21	0,174	24	0,655	11		●	
0,494	8	0,274	12	0,544	19		●	
0,477	11	0,247	16	0,407	33		●	
0,458	16	0,498	5	0,136	39		●	
0,301	44	0,215	21	0,080	46		●	
0,424	24	0,150	30	0,388	34		●	
0,462	15	0,140	38	0,475	22		●	
0,422	27	0,197	22	0,420	30		●	
0,297	45	0,080	46	0,444	25		●	
0,450	20	0,143	35	0,345	37			●
0,362	32	0,047	52	1,000	1			●
0,447	23	0,064	51	0,438	26			●
0,422	26	0,120	41	0,469	23			●
0,342	37	0,242	19	0,105	43			●
0,449	22	0,081	45	0,568	18			●
0,462	14	0,069	50	0,456	24			●
0,352	34	0,126	39	0,655	11			●
0,352	35	0,252	15	0,117	41			●
0,280	48	0,124	40	0,105	43			●
0,482	10	0,316	10	0,025	52			●
0,185	52	0,258	14	0,229	38			●
0,219	51	0,148	33	0,580	15			●
0,464	13	0,384	9	0,037	50			●
0,325	41	0,480	7	0,006	54			●
0,417	28	0,079	47	0,432	27			●
0,456	19	0,245	17	0,043	49			●
0,272	49	0,076	48	0,432	27			●
0,292	46	0,112	43	0,407	32			●
0,077	53	0,149	32	0,388	34			●
0,289	47	0,141	37	0,357	36			●
0,408	30	0,074	49	0,105	42			●
0,379	31	0,091	44	0,037	50			●
0,270	50	0,040	53	0,019	53			●
0,023	54	0,009	54	0,407	31			●
0,399		0,220		0,441				
0,128		0,166		0,304				

Tableau 2. Scores et classements pour chaque dimension de l'intégration régionale – SADC

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
Afrique du Sud	0,667	1	0,542	4	0,993	1
Mozambique	0,422	2	0,348	8	0,245	7
Zimbabwe	0,395	3	0,393	7	0,279	5
Maurice	0,372	4	0,240	10	0,120	10
Seychelles	0,352	5	0,238	11	0,068	15
Namibie	0,342	6	0,586	1	0,355	3
Comores	0,338	7	0,012	16	0,086	13
Zambie	0,328	8	0,411	6	0,404	2
Botswana	0,326	9	0,478	5	0,334	4
Lesotho	0,303	10	0,569	3	0,063	16
Malawi	0,299	11	0,278	9	0,119	11
Tanzanie	0,293	12	0,200	13	0,146	9
Madagascar	0,286	13	0,214	12	0,082	14
Eswatini	0,253	14	0,585	2	0,093	12
Angola	0,226	15	0,197	14	0,278	6
République démocratique du Congo	0,188	16	0,156	15	0,155	8
Moyenne	0,337		0,340		0,239	
Écart type	0,103		0,170		0,223	

Tableau 3. Scores et classements pour chaque dimension de l'intégration régionale – CEDEAO

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
Côte d'Ivoire	0,667	1	0,772	1	0,718	1
Burkina Faso	0,561	2	0,530	4	0,271	5
Sénégal	0,516	3	0,567	3	0,388	3
Togo	0,504	4	0,580	2	0,226	7
Nigéria	0,464	5	0,456	9	0,540	2
Mali	0,454	6	0,517	5	0,101	9
Ghana	0,434	7	0,475	6	0,273	4
Bénin	0,391	8	0,474	7	0,174	8
Guinée	0,389	9	0,304	12	0,061	12
Gambie	0,386	10	0,442	10	0,057	14
Cabo Verde	0,363	11	0,210	14	0,087	11
Niger	0,321	12	0,467	8	0,000	15
Sierra Leone	0,316	13	0,275	13	0,060	13
Guinée-Bissau	0,314	14	0,307	11	0,095	10
Libéria	0,298	15	0,198	15	0,251	6
Moyenne	0,425		0,438		0,220	
Écart type	0,101		0,150		0,193	

Les scores sont calculés sur une échelle de 0 (faible) à 1 (élevé).

- Le pays affiche une forte performance : son score est supérieur au classement moyen.
- Le pays affiche une performance moyenne : son score se situe près du classement moyen.
- Le pays affiche une faible performance : son score est inférieur au classement moyen.

Intégration macroéconomique		Intégration des infrastructures		La libre circulation des personnes		Performance		
	Classement		Classement		Classement	HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,630	4	0,893	1	0,224	13	●		
0,656	3	0,110	8	0,797	2	●		
0,414	7	0,234	4	0,683	3	●		
0,720	1	0,446	3	0,344	12		●	
0,327	11	0,512	2	0,616	6		●	
0,365	10	0,200	7	0,224	13		●	
0,527	5	0,105	11	1,000	1		●	
0,226	14	0,219	6	0,390	10		●	
0,387	8	0,223	5	0,224	13		●	
0,323	12	0,050	14	0,561	7		●	
0,365	9	0,109	9	0,656	4		●	
0,701	2	0,066	13	0,390	10		●	
0,496	6	0,039	15	0,638	5			●
0,302	13	0,096	12	0,224	13			●
0,093	16	0,107	10	0,461	8			●
0,223	15	0,021	16	0,407	9			●
0,422		0,214		0,490				
0,178		0,221		0,223				

Intégration macroéconomique		Intégration des infrastructures		La libre circulation des personnes		Performance		
	Classement		Classement		Classement	HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,449	5	0,656	1	0,667	4	●		
0,832	2	0,278	8	1,000	1	●		
0,449	5	0,503	2	0,667	4	●		
0,449	5	0,276	9	1,000	1	●		
0,252	15	0,349	5	0,667	4		●	
0,379	12	0,287	7	1,000	1		●	
0,253	14	0,474	4	0,667	4		●	
0,417	10	0,242	10	0,667	4		●	
0,862	1	0,214	11	0,667	4		●	
0,541	4	0,290	6	0,667	4		●	
0,417	11	0,500	3	0,667	4			●
0,449	5	0,071	15	0,667	4			●
0,550	3	0,122	12	0,667	4			●
0,449	5	0,113	13	0,667	4			●
0,288	13	0,103	14	0,667	4			●
0,469		0,298		0,733				
0,171		0,165		0,133				

Tableau 4. Scores et classements pour chaque dimension de l'intégration régionale – CEEAC

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
République du Congo	0,619	1	0,890	1	0,429	2
Gabon	0,612	2	0,504	2	0,391	3
Cameroun	0,599	3	0,383	4	0,871	1
Rwanda	0,594	4	0,296	8	0,356	5
Guinée équatoriale	0,453	5	0,372	6	0,322	6
Sao Tomé-et-Principe	0,422	6	0,192	9	0,130	10
République centrafricaine	0,404	7	0,307	7	0,166	9
Tchad	0,385	8	0,409	3	0,176	8
République démocratique du Congo	0,304	9	0,080	11	0,270	7
Angola	0,273	10	0,374	5	0,359	4
Burundi	0,201	11	0,118	10	0,080	11
Moyenne	0,442		0,357		0,323	
Écart type	0,141		0,208		0,205	

Tableau 5. Scores et classements pour chaque dimension de l'intégration régionale – IGAD

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
Ouganda	0,675	1	0,739	1	0,915	1
Kenya	0,674	2	0,566	2	0,813	2
Djibouti	0,537	3	0,549	3	0,200	3
Éthiopie	0,413	4	0,475	4	0,043	8
Somalie	0,404	5	0,297	7	0,175	4
Soudan	0,342	6	0,230	8	0,111	7
Soudan du Sud	0,256	7	0,379	5	0,148	6
Érythrée	0,205	8	0,317	6	0,166	5
Moyenne	0,438		0,444		0,321	
Écart type	0,166		0,159		0,317	

Tableau 6. Scores et classements pour chaque dimension de l'intégration régionale – CEA

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
Kenya	0,792	1	0,628	2	0,822	2
Ouganda	0,717	2	0,829	1	0,910	1
Rwanda	0,685	3	0,532	3	0,349	4
Tanzanie	0,513	4	0,309	4	0,446	3
Burundi	0,380	5	0,223	5	0,003	6
Soudan du Sud	0,134	6	0,117	6	0,073	5
Moyenne	0,537		0,440		0,434	
Écart type	0,226		0,246		0,342	

Les scores sont calculés sur une échelle de 0 (faible) à 1 (élevé).

- Le pays affiche une forte performance : son score est supérieur au classement moyen.
- Le pays affiche une performance moyenne : son score se situe près du classement moyen.
- Le pays affiche une faible performance : son score est inférieur au classement moyen.

Intégration macroéconomique		Intégration des infrastructures		La libre circulation des personnes		Performance		
	Classement		Classement		Classement	HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,770	7	0,431	4	0,535	3	●		
0,793	5	0,827	1	0,535	3	●		
0,813	2	0,793	2	0,156	10	●		
0,923	1	0,407	5	1,000	1	●		
0,804	3	0,373	6	0,380	8		●	
0,803	4	0,507	3	0,473	6		●	
0,753	8	0,152	9	0,629	2		●	
0,781	6	0,000	11	0,535	3		●	
0,600	9	0,111	10	0,473	6			●
0,000	11	0,260	7	0,380	8			●
0,489	10	0,245	8	0,062	11			●
0,684		0,373		0,469				
0,243		0,251		0,234				

Intégration macroéconomique		Intégration des infrastructures		La libre circulation des personnes		Performance		
	Classement		Classement		Classement	HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,386	3	0,609	3	0,771	3	●		
0,377	4	1,000	1	0,654	4	●		
0,309	7	0,718	2	1,000	1		●	
0,853	1	0,539	4	0,061	8		●	
0,352	5	0,279	6	1,000	1		●	
0,547	2	0,501	5	0,299	6		●	
0,309	6	0,038	8	0,416	5			●
0,249	8	0,157	7	0,117	7			●
0,423		0,480		0,540				
0,182		0,293		0,349				

Intégration macroéconomique		Intégration des infrastructures		La libre circulation des personnes		Performance		
	Classement		Classement		Classement	HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,814	4	1,000	1	0,657	3	●		
0,495	5	0,619	3	0,657	3		●	
0,991	1	0,731	2	1,000	1		●	
0,833	2	0,600	4	0,410	6		●	
0,827	3	0,378	5	0,668	2		●	
0,000	6	0,000	6	0,590	5			●
0,660		0,555		0,664				
0,330		0,309		0,175				

Tableau 7. Scores et classements pour chaque dimension de l'intégration régionale – CEN-SAD

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
Côte d'Ivoire	0,541	1	0,783	1	0,620	1
Sénégal	0,509	2	0,585	2	0,388	5
Maroc	0,495	3	0,393	13	0,335	9
Burkina Faso	0,490	4	0,565	4	0,260	16
Ghana	0,487	5	0,517	6	0,269	12
Togo	0,480	6	0,536	5	0,268	13
Mali	0,422	7	0,571	3	0,118	23
Nigéria	0,414	8	0,514	7	0,619	2
Mauritanie	0,413	9	0,319	18	0,033	29
Bénin	0,407	10	0,476	10	0,196	18
Égypte	0,405	11	0,445	11	0,304	10
Kenya	0,403	12	0,301	19	0,249	17
Gambie	0,387	13	0,486	9	0,090	26
Djibouti	0,386	14	0,301	20	0,189	19
Guinée	0,379	15	0,345	15	0,268	14
Somalie	0,375	16	0,035	29	0,397	4
Niger	0,350	17	0,495	8	0,047	28
Comores	0,341	18	0,146	27	0,107	24
Tunisie	0,335	19	0,131	28	0,342	7
République centrafricaine	0,327	20	0,267	24	0,381	6
Cabo Verde*	0,319	21	0,286	21	0,063	27
Libye	0,319	22	0,439	12	0,167	21
Sao Tomé-et-Principe	0,318	23	0,239	25	0,341	8
Guinée-Bissau	0,317	24	0,343	16	0,150	22
Libéria	0,309	25	0,268	23	0,412	3
Sierra Leone	0,309	26	0,385	14	0,273	11
Tchad	0,285	27	0,270	22	0,097	25
Soudan	0,250	28	0,162	26	0,265	15
Érythrée	0,157	29	0,320	17	0,179	20
Moyenne	0,377		0,377		0,256	
Écart type	0,084		0,161		0,147	

*Bien que le Cabo Verde ne soit plus membre de la CEN-SAD, son score y a été inclus afin d'être cohérent avec l'IIRA de 2016.

Les scores sont calculés sur une échelle de 0 (faible) à 1 (élevé).

- Le pays affiche une forte performance : son score est supérieur au classement moyen.
- Le pays affiche une performance moyenne : son score se situe près du classement moyen.
- Le pays affiche une faible performance : son score est inférieur au classement moyen.

Intégration macroéconomique		Intégration des infrastructures		La libre circulation des personnes		Performance		
Classement		Classement		Classement		HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,486	10	0,595	5	0,210	22	●		
0,484	11	0,467	6	0,623	10	●		
0,941	1	0,797	1	0,058	26	●		
0,573	4	0,268	13	0,772	8	●		
0,420	19	0,428	7	0,806	7	●		
0,484	12	0,269	12	0,829	6	●		
0,556	5	0,303	11	0,564	11	●		
0,348	22	0,376	8	0,187	23	●		
0,612	2	0,185	18	0,920	4	●		
0,478	13	0,244	14	0,634	9		●	
0,488	9	0,781	2	0,058	27		●	
0,222	26	0,332	9	0,920	5		●	
0,573	3	0,230	17	0,553	14		●	
0,261	25	0,173	19	1,000	1		●	
0,473	16	0,236	15	0,564	11		●	
0,312	24	0,114	26	1,000	1		●	
0,490	8	0,145	22	0,564	11		●	
0,315	23	0,137	23	1,000	1			●
0,406	20	0,693	3	0,152	25			●
0,444	18	0,079	28	0,436	19			●
0,495	7	0,331	10	0,440	18			●
0,382	21	0,651	4	0,000	29			●
0,458	17	0,146	21	0,389	20			●
0,477	14	0,128	24	0,475	17			●
0,195	28	0,123	25	0,518	15			●
0,528	6	0,151	20	0,187	23			●
0,475	15	0,092	27	0,482	16			●
0,211	27	0,234	16	0,377	21			●
0,194	29	0,060	29	0,011	28			●
0,441		0,302		0,508				
0,150		0,210		0,308				

Tableau 8. Scores et classements pour chaque dimension de l'intégration régionale – COMESA

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
Kenya	0,596	1	0,571	4	0,663	2
Rwanda	0,556	2	0,631	2	0,371	8
Zambie	0,517	3	0,951	1	0,829	1
Égypte	0,483	4	0,487	6	0,586	3
Djibouti	0,456	5	0,423	12	0,257	10
Ouganda	0,447	6	0,604	3	0,585	4
Somalie	0,426	7	0,267	19	0,273	9
Comores	0,423	8	0,250	20	0,148	18
Maurice	0,399	9	0,395	14	0,246	13
Madagascar	0,373	10	0,330	17	0,205	15
Seychelles	0,354	11	0,445	10	0,093	19
République démocratique du Congo	0,343	12	0,477	8	0,569	5
Tunisie	0,323	13	0,149	21	0,443	6
Zimbabwe	0,316	14	0,481	7	0,168	16
Éthiopie	0,297	15	0,382	15	0,066	21
Libye	0,282	16	0,462	9	0,407	7
Malawi	0,258	17	0,527	5	0,247	12
Burundi	0,243	18	0,434	11	0,155	17
Soudan	0,230	19	0,362	16	0,248	11
Eswatini	0,202	20	0,405	13	0,083	20
Érythrée	0,183	21	0,306	18	0,243	14
Moyenne	0,367		0,445		0,328	
Écart type	0,114		0,162		0,207	

Tableau 9. Scores et classements pour chaque dimension de l'intégration régionale – UMA

Pays	Intégration régionale	Classement	Intégration commerciale	Classement	Intégration productive	Classement
Tunisie	0,780	1	0,790	1	0,796	1
Maroc	0,550	2	0,465	3	0,632	2
Algérie	0,547	3	0,507	2	0,604	3
Libye	0,307	4	0,390	4	0,211	4
Mauritanie	0,255	5	0,253	5	0,000	5
Moyenne	0,488		0,481		0,449	
Écart type	0,189		0,177		0,295	

Les scores sont calculés sur une échelle de 0 (faible) à 1 (élevé).

- Le pays affiche une forte performance : son score est supérieur au classement moyen.
- Le pays affiche une performance moyenne : son score se situe près du classement moyen.
- Le pays affiche une faible performance : son score est inférieur au classement moyen.

Intégration macroéconomique		Intégration des infrastructures		La libre circulation des personnes		Performance		
Classement		Classement		Classement		HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,389	9	0,616	2	0,734	5	●		
0,589	2	0,273	11	0,884	4	●		
0,147	19	0,380	8	0,361	10	●		
0,669	1	0,661	1	0,056	15	●		
0,352	12	0,186	15	1,000	1	●		
0,364	10	0,259	12	0,447	7	●		
0,364	11	0,150	19	1,000	1	●		
0,441	7	0,192	14	1,000	1	●		
0,502	4	0,470	7	0,374	9		●	
0,414	8	0,154	18	0,715	6		●	
0,336	13	0,565	3	0,330	11		●	
0,142	20	0,156	16	0,393	8		●	
0,471	5	0,514	4	0,052	16		●	
0,327	14	0,291	9	0,322	12			●
0,554	3	0,484	5	0,017	20			●
0,119	21	0,476	6	0,000	21			●
0,174	18	0,201	13	0,177	13			●
0,451	6	0,155	17	0,052	16			●
0,268	17	0,284	10	0,019	19			●
0,304	15	0,117	20	0,122	14			●
0,289	16	0,069	21	0,037	18			●
0,365		0,317		0,385				
0,145		0,176		0,352				

Intégration macroéconomique		Intégration des infrastructures		La libre circulation des personnes		Performance		
Classement		Classement		Classement		HAUTE	MOYENNE	FAIBLE
0,623	3	0,906	1	0,665	2	●		
0,998	1	0,526	4	0,111	4		●	
0,404	4	0,550	3	0,665	2		●	
0,167	5	0,561	2	0,000	5			●
0,667	2	0,000	5	0,750	1			●
0,571		0,509		0,438				
0,278		0,290		0,316				

Établie en 1958 par les Nations Unies comme l'une des cinq commissions régionales, la **Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA)** encourage le développement économique de ses États membres, promeut l'intégration intrarégionale et encourage la coopération internationale en vue du développement de l'Afrique. La Commission compte 54 États membres. Agissant à la fois en tant qu'organisme régional des Nations Unies et en tant que membre principal des structures institutionnelles en Afrique, elle est bien placée pour contribuer remarquablement à relever les défis de développement du continent.

L'**Union africaine (UA)** est une organisation continentale comprenant les 55 États membres qui composent les pays du continent. L'UA, qui a succédé à l'Organisation de l'unité africaine, a été officiellement lancée en 2002. L'UA est guidée par sa vision d'une Afrique intégrée, prospère et paisible, portée par ses propres ressortissants et représentant une force dynamique sur l'échiquier mondial.

L'objectif principal du **Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)** est de stimuler un développement économique et des progrès sociaux durables dans ses États membres régionaux, ce qui contribuera à la réduction de la pauvreté. Dans ce sens, le Groupe de la Banque mobilise et affecte des ressources à des investissements dans ses États membres régionaux, et soutient les efforts de développement par la fourniture de conseils stratégiques et une assistance technique.



Copyright © 2020 Banque africaine de développement, Commission de l'Union africaine, Secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies. Tous droits réservés.

Photographies © José Carlos Alexandre : couverture (en haut, à droite et à gauche), page 16 (en haut et à gauche), page 17 (à gauche), page 18 (au bas, à gauche), page 21 (au centre) et page 22. Toute autre image © Banque africaine de développement.

Les désignations indiquées dans la présente publication et le matériel qu'elle contient ne reflètent aucunement l'opinion de la Banque africaine de développement, de la Commission de l'Union africaine ou du Secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, au sujet du statut de tout pays, territoire, ville ou région, des instances gouvernementales ou du tracé des frontières.

Plus de renseignements à :
www.integrate-africa.org/fr

Union africaine

P.O. Box 3243
Roosevelt Street (Old Airport Area)
W21K19 Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : +251 11 551 77 00
Fax : +251 11 551 78 44
www.au.int/fr

Groupe de la Banque africaine de développement

Immeuble du Centre de commerce International d'Abidjan CCIA
Avenue Jean-Paul II, Plateau
01 B.P. 1387
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tél. : +225 20 26 39 00
www.afdb.org/fr

Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies

P.O. Box 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : +251 11 544-9900
Fax : +251 11 551-4416
Courriel : ecainfo@uneca.org
www.uneca.org/fr



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique